NUMÉRO 1 NOVEMBRE-DÉCEMBRE 1996

COMMISSION

GROUPE DE RECHERCHE SUR L'EXTRÊME DROITE ET SES ALLIÉ-E-S (GREDA)

LIONEL GROULX AURA SON MONUMENT

NON JAMAIS!

On s'amuse depuis quelque temps dans certains médias à monter en épingle les quatre ou cinq oppositions qui se sont manifestées contre le projet d'érection d'un monument à la mémoire de Chanoine Lionel Groulx, dernièrement dévoilé, en dernier lieu à la Place Saint-Jean-Baptiste, le Jeune [illegible] «Je ne suis [illegible] ni Anglais, ni anti-[illegible] Il est observe autour de moi [illegible] que les Anglais [illegible] et les Juifs [illegible] la mesure [illegible] ni la charité [illegible], je leur donne [illegible] je me demande [illegible] on le même droit et [illegible] même mesure les Canadiens français seraient, tout, exclus [illegible] Canadiens-Français?» [illegible] égoïste par orgueil [illegible] trait [illegible], mais pour [illegible] porter, comme vous, à notre pays, la modeste contribution de nos forces spirituelles, persuadés comme vous, toujours, que pareil idéal de vie et pareille volonté ne constituent envers quiconque ni une provocation, ni un défi. Et honni soit qui mal y pense!»

Et pour compléter ma mise au point sur les quelques affirmations [illegible] parfelues [illegible] entendues [illegible] ces [illegible]

En fidèle [illegible] nos, je [illegible] devise «JE SOUVIENS». La Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal est plus décidée que jamais à ériger un monument au Chnoine Lionel Groulx, en collaboration avec les institutions qui lui sont reliées, ses disciples, ses admirateurs et son «petit» peuple reconnaissant.

Gilles Rhéaume
Président général

SOMMAIRE

PAGE 3 Les orphelins de Groulx, Pétain, Franco, Salazar et Benito

PAGE 9 Économie sociale ou contrôle social ?

Présentation du GREDA et de la série *Commissions*

Le *Groupe de recherche sur l'extrême droite et ses allié-e-s* (GREDA) est un réseau de recherche-action sur le phénomène au Québec et au Canada. Au printemps 1996, des individus se sont regroupés pour mettre en place les bases du réseau et développer un plan de travail. Provenant de divers milieux (antifasciste, populaire, universitaire), les membres du GREDA ont identifié la nécessité de structurer les recherches entreprises et d'alimenter le débat sur ce qu'on appelle le mouvement de restauration qui s'étend de plus en plus dans notre société.

LE GREDA est un réseau indépendant antifasciste qui s'appuie sur le travail de ses membres. Il vise à susciter le débat et la prise de conscience sur la réémergence des forces de la droite et de l'extrême droite en développant des outils de réflexion et de travail sur ces questions. Le GREDA fonctionne sur la base du travail bénévole de ses membres.

En juin dernier, le GREDA a publié l'ébauche d'un document sur un groupe, la *Ligue antifasciste mondiale* sous le titre « À propos de la Ligue de l'Arnaque Médiatique ». Ce document a été rendu nécessaire face à l'attaque aux droits d'association et d'expression qui s'est abattue sur les milieux progressistes et populaires à la suite des événements du 24 juin dernier à Québec.

Une seconde édition de ce document est en préparation et devrait être disponible sous peu.

Le GREDA a pris la décision de publier une série de *Commissions* au cours des prochains mois. Nous allons concentrer nos efforts sur la situation au Québec tout en continuant nos collaborations avec nos contacts dans le reste du Canada. Nous espérons que ces commissions deviendront un outil dans la lutte contre l'extrême-droite et ses allié-e-s. Nous allons continuer d'appuyer les efforts des groupes et organismes antifascistes au pays comme dans le monde en espérant que nos contributions serviront à renforcir ce mouvement essentiel dans notre société.

Dans ce numéro, vous trouverez un texte sur le nouveau corporatisme au Québec. Le texte tente de dégager la mouvance historique du mouvement nationaliste au Québec au niveau de l'organisation socio-économique de la société. Dans le contexte actuel, ce document nous apparait nécessaire pour alimenter le débat sur la nature du nationalisme et de l'exclusion sociale. Un texte sur les suites de l'Affaire Roux est devenu nécessaire. Dans le prochain numéro, nous reviendrons sur cette question.

POUR NOUS REJOINDRE :

Groupe de recherche sur l'extrême droite et ses allié-e-s (GREDA)
Case postale 505,
Succursale Desjardins,
Montréal (Québec)
H5B 1B6.

Coordonnateur de la recherche :
Martin Thériault

Dépôt légal :
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada

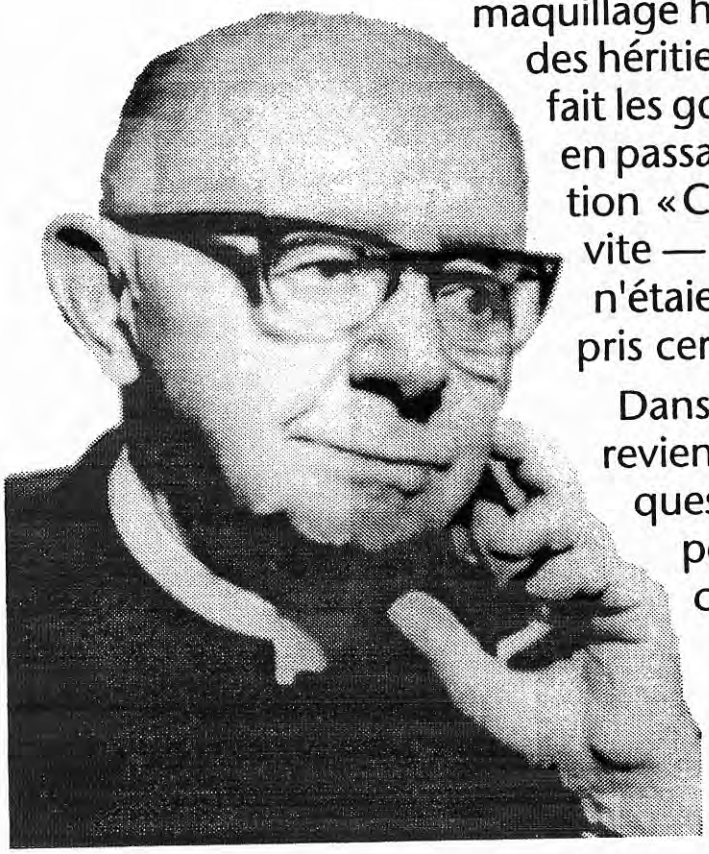
© TOUS DROITS RÉSERVÉS. Le contenu des textes ne peut être reproduit sans l'autorisation du GREDA.

Les orphelins de Groulx, Pétain, Franco, Salazar et Benito

Une semaine avant le jour du souvenir, Gilles Rhéaume a lancé son cri d'alarme : Jean-Louis Roux doit démissionner, il aurait frayé avec le fascisme voire le nazisme. Le Bloc québécois et *Le Devoir* ont repris le flambeau et lancé la campagne «Osons destituer le lieutenant-gouverneur du Québec». Le Mouvement souverainiste du Québec (MSQ) a même transmis un télégramme à Sa Majesté pour lui souligner les impairs de son représentant au Québec! Dès le lendemain, Jean-Louis Roux démissionne et le rideau tombe sur sa carrière politique. Sa démission n'était que la seule solution.

Opération Roux réussie pour les nationalistes mais aussi maquillage historique et politique de la part des héritiers de Lionel Groulx. Après avoir fait les gorges chaudes du MSQ, au Bloc en passant par la LAM, on lance l'opération «C'est fini et passons vite — très vite — à autre chose» : les Québécois n'étaient pas nazis et on a mal compris certains propos de l'époque.

Dans un prochain numéro, nous reviendrons en profondeur sur la question, mais il nous apparaît important de jeter immédiatement certains éléments au dossier.



***Lionel Groulx (1878-1967). Ses disciples se gavent de son titre :* Notre maître le passé.**

Pas nazis, juste patriotes et corporatistes

La mystique nationaliste sur la période des années 30 veut que, contrairement à l'idée répandue au Canada, le nationalisme n'était pas pro-nazi. En fait, on joue sur les mots pour cacher la réalité. L'Église catholique de l'époque, reprenant les thèses de Rome, appuyait la lutte anti-bolchévique menée par les fascistes latins comme Salazar, Mussolini et Franco. À cette époque, dans plusieurs collèges, on forçait les jeunes à prier pour la victoire des forces vives de Salazar et de Franco contre le péril rouge de Staline et des anarchistes.

Officiellement, on affirme que les nazis d'Adrien Arcand et du Parti national social-chrétien (PNSC, formé en 1934) n'ont jamais eu le soutien des nationalistes. Pourtant, le PNSC a tenu ses fameuses assemblées publiques sous les auspices de la SSJB dans certaines régions du Québec. Plus tard, alors que le parti d'Arcand se lancera dans l'édification d'une Union nationale des fascistes au Canada, il sera certes condamné. Toutefois, au Québec, on continuera de partager ses idées, avec patriotisme cette fois.

Raoul Roy, directeur de SOS Génocide et autres groupuscules nationalistes depuis 40 ans, dira qu'il n'avait pas adhéré au parti d'Arcand car « *sa garde n'était commandée qu'en anglais* [...] *et que l'anti-sémitisme et l'anti-capitalisme des pauvres ne servait que d'appas* » (Revue indépendantiste, automne 1988, p. 39). M. Roy était un militant rigoureux de la SSJB alors dirigée par Gilles Rhéaume dans les années 80 et membre du collectif de l'Action socialiste pour l'indépendance du Québec des années 60.

Nous aurons alors les Fédérations des Clubs ouvriers, ouvertement nationalistes et antisémites, qui présenteront des candidats aux élections municipales et dont les membres arboreront fièrement les chemises brunes lors des marches. Nous aurons aussi les Faisceaux d'action séparatiste. Le groupe le mieux structuré sera sans doute celui de Paul Bouchard, La Nation. Ce groupe s'inspire de Lionel Groulx, soutient ouvertement le fascisme italien émancipateur et développera un courant unitaire avec les autres « vrais ». Le groupe se sabordera pour se joindre au Crédit social.

Deux autres groupes de l'époque sont dignes de mention. Les Jeunesses Patriotes de Walter O'Leary qui compteront dans leurs rangs, entre autres, Fernand Daoust devenu plus tard président de la FTQ et membre du conseil du Fonds de solidarité FTQ. Le groupe cesse ses publications pour ne pas nuire au groupe de Bouchard et il fermera ses portes suite aux descentes de la GRC au début de la Seconde Guerre mondiale.

Lionel Groulx : plus qu'un métro ou un cégep

Pour plusieurs, Lionel Groulx n'est rien de plus que le nom d'une station de métro, d'un pavillon de l'Université de Montréal ou d'un cégep. Pour les nationalistes, il s'agit du véritable pape dont les écrits et les actions sont de véritables encycliques. En 1982, quinze ans après sa mort, la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (SSJB) — sous la direction éclairée de Gilles Rhéaume — l'a proclamé « Grand Patriote du XXe siècle ». Ses oeuvres comme *L'Appel de la race, Directives, Orientations* et *Notre mystique nationale* sont des trésors chéris pour tout bon nationaliste qui se respecte.

Ce Groulx — qui écrivait dans ses *Directives* en 1936 que « *Salazar, le dictateur portugais, le moins bruyant, mais, à mon sens, le plus digne, le plus constructeur, le plus grand des dictateurs contemporains* » (p. 61) et qui ne cachait pas son admiration pour le travail « *colossal* » accompli par Mussolini en Italie ou Dollfus en Autriche en 1935 — est, pour la SSJB, le Grand Patriote du siècle ! Rhéaume ira même jusqu'à dire que « *le peuple québécois se doit d'ériger un monument à celui qui a été le maître à penser du Québec français* [...] *en collaboration avec les institutions qui lui sont reliées, ses disciples, ses admirateurs et son 'petit' peuple reconnaissant.* » (Rapport annuel, SSJB 1981-82, p. 20). Groulx est un dogme et tous se lèvent pour le réhabiliter face aux « attaques insidieuses des fédéralistes », y compris Claude Ryan.

O'Leary prendra le chemin de l'exil en Amérique du Sud et reviendra plus tard pour se joindre au RIN et au Parti Québécois.

Les Jeunes Laurentiens sont fondés en 1936 par Paul-Émile Robert, celui qui deviendra en 1962 président de la SSJB et qui sera président du Prêt d'honneur de la SSJB à l'époque de Rhéaume. Le groupe prône ouvertement le corporatisme en adhérant à la mystique nationale de Lionel Groulx. On propose « *l'embrigadement poussé à fond dans les sociétés patriotiques et l'élimination progressive des sociétés suspectes qui anglicisent* » (manifeste, page 5). La devise du groupe sera « Osons ! ». *En 1944*, dans le manifeste *Nos raisons pour une révolution*, le président Marcel Caron déclare que « *cette révolution que nous voulons sera pratique, efficace, calme et bonne, parce qu'elle réclame des hommes purs, fondamentalement catholiques et français. C'est la révolution de l'Espagne libérée, du Portugal organisé, de la France de Pétain* ». En 1950, le directeur *actuel* de l'*Action nationale*, Rosaire Morin, deviendra le président du groupe. M. Fernand Daoust rejoindra les rangs de ce mouvement alors qu'il n'a que 15 ou 16 ans (*Le Monde ouvrier*, juin 1991, page 7).

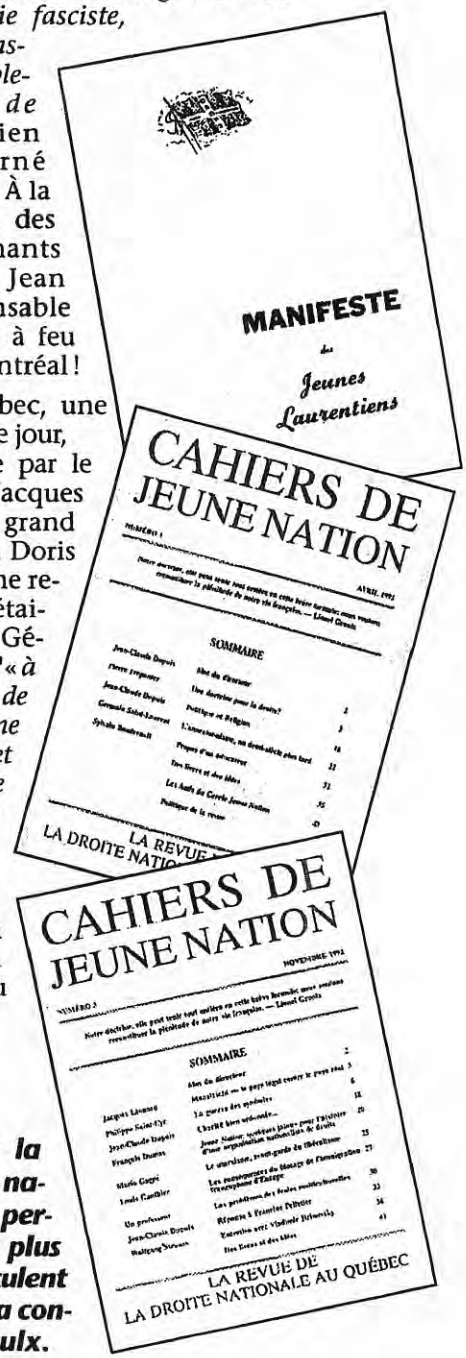
DE L'ANTISÉMITISME AU PÉTAINISME. Au cours des années 30, le journal *Le Devoir* se fera un véritable devoir de souligner la « juste cause » nationaliste. L'*Action nationale* — dirigée par Esdras Minville, Lionel Groulx, Anatole Vanier, Philippe Hamel, René Chaloult, Arthur Laurendeau et André Bernard — aura la direction idéologique du « nationalisme positif ». L'article liminaire de la revue demeure le texte d'Édouard Montpetit où il affirme « *préparons-nous dans le culte de la supériorité* ». On publiera plusieurs articles pour l'« Achat chez nous » et même le manifeste du « Jeune Canada » (février 1933) où l'on parle de race pure des canadiens-français.

Un texte de Gratien Gélinas — publié en mai 1935 dans l'*Action nationale* sous le titre « Du Patriotisme, ça ? » — nous rappelle qu' »*il semble acquis, clair et certain qu'on a fait acte de patriotisme quand, dans un magasin anglais ou juif, on a exigé, avant d'acheter, que le vendeur nous parlât français. Or, je voudrais soutenir que c'est un tort, qu'on n'a pas été patriote pour deux sous. Il ne saurait y avoir de patriotisme dans le fait d'acheter chez un Anglais ou un Juif même en français. C'est acheter* chez Nous *qu'il faudrait. Je dirai même que sans le savoir on a été antipatriote.* » (p. 292).

Il ira plus loin, en disant que « *nous répandons le français ? Sans doute, au point que, dans* quelques années, les Juifs par exemple, qui sont habiles, auront appris eux-mêmes notre langue et remercieront les nôtres de leurs services » (p. 294).

En 1939, la Société Saint-Jean-Baptiste fait circuler une pétition contre toute forme d'immigration et particulièrement juive au pays. La pétition de 127 364 noms sera déposée à la Chambre des Communes par le député libéral, Wilfrid LaCroix. La même année, le maire de Montréal, Camilien Houde, fait son fameux discours devant le YMCA où il dit : « *Advenant une guerre entre le Canada et l'Italie fasciste, l'appui des canadiens-français ira inévitablement à l'Italie de Mussolini.* » Camilien Houde sera interné pendant la guerre... À la même époque, un des principaux lieutenants d'Adrien Arcand, Jean Tissot, sera responsable des permis d'armes à feu pour la Ville de Montréal !

En 1941, à Québec, une nouvelle revue voit le jour, *La Droite*, organisée par le père Archambault, Jacques Sauriol et un autre grand patriote du Québec, Doris Lussier ! Il s'agit d'une revue ouvertement pétainiste où « le Père Gédéon » nous dit qu'« *à la suite du Portugal de Salazar, de l'Espagne de Franco, la douce et chère France de Pétain, l'humanité toute entière renaitra* [...] » (Vol. 1, nº 4, 15 avril 1941, p. 20). La revue sera saisie par la GRC en 1942 et le flambeau



On a bien sûr la SSJB et L'Action nationale, mais on se permet des revues plus directes qui circulent sous le manteau. La constante : Lionel Groulx.

repris par la revue *L'Union* de Paul Gouin, René Chaloult et Philippe Hamel reprenant la doctrine de Pétain : « *Travail, famille et patrie* ». À la même époque, le fondateur du *Devoir*, Henri Bourassa, dira que « *Pétain fût plus grand à Vichy qu'à Verdun* » (A. Laurendeau, *La crise de la conscription*, Éd. du Jour, 1962, p. 115). Pour lui, collaborer avec les nazis était un acte de grandeur alors que défendre le territoire français contre l'agression allemande en 1916 était secondaire...

LES INNOCENTS AUX MAINS SALES. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, on n'oublie rien et on recommence. Alors que le gouvernement canadien importe des ex-nazis pour alimenter les mines du nord-ouest de l'Ontario et briser les syndicats communistes, au Québec, on se lance dans la lutte patriotique pour sauver les criminels de Vichy. On forme un réseau avec la complicité de l'Église pour donner asile aux criminels en fuite. En 1947, éclate l'Affaire Bernonville. Bernonville était le second de Klaus Barbie, le boucher de Lyon de la milice française et membre en règle des Waffen SS. La documentation ne manque pas à ce chapitre dans les journaux à grand tirage de l'époque au Québec comme au Canada.

Après son arrestation, on fait signer une pétition pour sa remise en liberté. Plus de 6 000 personnes signent en quelques jours à Montréal ! Un document sur cette affaire, « L'Affaire Bernonville », est paru chez VLB en 1994. On y apprend que le réseau au Québec consiste en Robert Rumilly, Camilien Houde, René Chaloult, Philippe Hamel et les frères Anatole et Guy Vanier.

Rumilly est l'historien fétiche des nationalistes et de la SSJB. Houde était maire de Montréal. Chaloult est le père du drapeau fleur-de-lysée au Québec. Philippe Hamel est ancien dirigeant du Bloc populaire et de la revue pétainiste *L'Union*. Anatole Vanier est président de la Ligue d'action nationale. Hamel, Vanier et Chaloult sont tous des membres fondateurs de la revue *L'Action Nationale* avec Esdras Minville et Lionel Groulx.

On forme le Comité de défense des prisonniers politiques francais pour lancer la campagne. Bernonville n'est pas un fasciste pour ces gens, c'est un patriote. On se lance dans une vaste campagne politique. Anatole Vanier dira « *nous devons appuyer ce Français catholique que la bureaucratie d'Ottawa voudrait bien sacrifier, après avoir admis tant d'étrangers venus sans papiers d'un peu partout de l'Europe centrale, et où l'élément juif a dû avoir sa large part sans que cela n'y paraisse* » (Affaire Bernonville, p. 139).

En 1950, la SSJB de Montréal, la Chambre de Commerce de Chicoutimi, le maire de Trois-Rivières et les Jeunesses Patriotes du Canada-Français de Walter O'Leary, revenu d'exil, appuieront l'appel pour la libération de Bernonville. En 1950, 143 personnalités signeront une pétition pour sa libération. On y retrouve Arthur Tremblay de la SSJB, Anatole Vanier de la Ligue d'action nationale, Édouard Montpetit, secrétaire général de l'Université de Montréal, ainsi que Rosaire Morin, alors président des Jeunesses Laurentiennes et le jeune Dr Camille Laurin, maintenant député péquiste de Bourget et père de la Loi 101.

Il s'agit du même Camille Laurin qui avait écrit avec Jean-Marc Léger, maintenant directeur de la Fondation Lionel Groulx et officier de l'Ordre national du Québec, de la Légion d'honneur et secrétaire général de l'Agence de coopération culturelle et technique francophone ainsi que d'Iberville Fortier, qui deviendra commissaire fédéral aux langues officielles, le texte « *l'ennemi dans nos murs* » en 1948.

En 1951, le président de l'Association des étudiants de l'Université de Montréal se joint à la campagne. Il s'agit de Denis Lazure, ex-ministre du gouvernement péquiste et maintenant PDG de l'Office des personnes handicapées du Québec. M. André Payette, ex-époux de l'auteure de téléromans et ancien candidat conservateur, deviendra membre du comité de défense en 1951 à titre de représentant des étudiants de l'UdeM.

L'auteur d'*Un Homme et son Péché*, avec le personnage légendaire de Séraphin qui a fait les délices de la population québécoise, se joint au mouvement. Dans une adresse à CKAC le 25 février 1951, il déclare que « *ce ne sont pas les résistants qui ont sauvé la France. C'est Pétain et avec lui ses bons serviteurs.* [...] *nous avons dans nos murs de la ratatouille, de la canaille, des métèques importés des quatre coins du monde* ». Comme on le voit, l'appui à Pétain trouvera un écho important au sein du mouvement nationaliste même six ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Pour le leader actuel du Bloc québécois, c'est une faute pardonnée par les électeurs alors que les principaux intéressés parlent plutôt d'une fanfaronnade de jeunesse ou encore souffrent d'amnésie sélective sur ce dossier. On invoque le contexte de l'époque ou encore le fameux « Je ne savais pas ».

La relève ne nie pas son passé. Alors que Maurice Duplessis (pour lequel le Parti québécois a jugé bon d'ériger une statue) s'occupe de son bon ami Adrien Arcand en lui octroyant des contrats de traduction et d'impression à sa sortie des camps d'internement (MacLean, mai 1961, p. 21), la relève reprend le flambeau. Raymond Barbeau rencontre Paul Bouchard en lui expliquant qu'il reprend la lutte de la *Nation*. Ce sera *L'Alliance Laurentienne* qui existera de 1957 à 1962. La revue sera ouvertement corporatiste et comptera sur Albert Pinel, François Loriot, Pierre Grenier, Henri-Louis Gagnon. On aura aussi le RIN et le Parti républicain de Marcel Chaput toujours corporatiste.

Pendant ce temps, la SSJB et l'*Action nationale* continuent de compter sur les forces vives des années 30-60 qui touchent encore de la plume. En 1978, la revue *Ici Québec* compte sur des collaborateurs hors-pair comme Paul Bouchard, François-Albert Angers, Jacques Lacoursière, Marcel Chaput, Jean Côté ainsi que Gilles Proulx et plusieurs autres. À la page 26 de son numéro de mars 1978, on peut même y trouver une annonce pour acheter les discours d'Hitler, les chants et marches des Waffen SS... Ce sera l'époque où Gilles Rhéaume présidera la SSJB prenant ainsi la relève des F.A. Angers, Arthur Tremblay, Paul-Émile Robert et Cie.

Dans les années 90, Rosaire Morin est toujours directeur de la revue l'*Action nationale*. Cette même revue qui organise des rencontres pré-sommet sous la présidence de Gérald Larose et que la CSN présente comme un moyen de renforcer le monde syndical et populaire. Les Jean-Marc Léger, F.A. Angers, Nicole Boudreau, Gilles Rhéaume et Pierre Trépanier cohabitent encore dans la Ligue d'action nationale.

Morin est ce même personnage des Jeunesses Laurentiennes, de l'appui à Bernonville et qui vient de recevoir 10 000 $ pour son oeuvre économique de la part du gouvernement québécois. C'est le même Morin qui disait, en 1966, dans son texte « L'immigration au Canada », que « *l'absence de contrôle sur les confessions religieuses des nouveaux arrivés aboutit à l'édification de la Cité païenne* [...] *que cette prétendue largeur de vue et ce respect de la liberté des minorités deviennent la négation de la liberté de la majorité* » (p. 40).

Mais, laissons à celui qui a lancé cet appel au jugement sur le passé nous présenter son héritage. Dans un texte paru en 1985 dans la revue *La Voix de l'indépendance*, M. Rhéaume nous dit que « *Si les Raymond Barbeau, les Raoul Roy, les Marcel Chaput, les André D'Allemagne, les Pierre Bourgault, les Andrée Ferretti avaient eu un raisonnement semblable, ni l'Alliance Laurentienne, ni l'ASIQ ni le RIN n'auraient vu le jour* » (p. 2).

Une intolérance à dénoncer. Alors que l'on s'agite pour nous dire, comme Robert Comeau dans le Devoir du 6 novembre 1996 que « la tendance pro-nazie était très minoritaire » dans les années 40 au Québec, on est en droit de se rassurer et de s'inquiéter à la fois. Rassurer car personne n'affirme que le Québec fut sous le joug du fascisme ou qu'il le soit maintenant. Inquiéter car cela n'est que maquillage historique au fin de légitimation du nationalisme et de certains de ses dirigeants et institutions. M. Comeau, par exemple, lança une attaque en règle contre la présence de membres du Cercle Jeune Nation, sympathisant du Front national, au sein de l'Action nationale et de la Ligue du même nom. Mais, monsieur Comeau y était encore en 1994 alors que les Trépanier et autres continuent d'y être.

Rhéaume et l'Autre

En 1987, Gilles Rhéaume accorde une entrevue à son vieux compagnon de route, Raoul Roy pour le premier numéro de sa revue *Les Pamphlets de l'Espoir*. Voyons comment M. Rhéaume voit les relations intercommunautaires au Québec :

« Q. Rejetez-vous le multiculturalisme, l'interculturalisme et le cosmopolitisme qui visent à atomiser et à désintégrer le Franc-Canada ?

G. Rhéaume: Bien sûr. Catégoriquement.

Q. Les Anglais sont-ils compris dans les 'communautés culturelles' ?

G. Rhéaume : Selon moi, il s'agit d'une minorité coloniale de dominants historiques, dont le comportement est condamnable.

Q. Etant donné l'usage anti-canadien-français que l'on fait de l'appellatif Québécois, est-ce qu'il n'est pas grand temps d'examiner les conséquences de cette démarche ?

G. Rhéaume : Cette appellation a banalisé notre identité nationale, c'est-à-dire qu'elle lui a enlevé tout contenu distinct ». (p. 16)

Certains affirment qu'il ne faut pas commencer à ressortir tout cela, que cela ne sert à rien. Bien au contraire, il ne s'agit pas d'un exercice historique mais bien de mieux comprendre la réalité non filtrée du mouvement nationaliste au Québec. Lorsque l'on présente Lionel Groulx, Esdras Minville, Edouard Montpetit ou même Camilien Houde comme des héros nationaux, il faut s'objecter au plus haut point. Les ténors de la nouvelle histoire veulent bien nous refiler leur version de Robert Rumilly ou de Lionel Groulx mais nous devons demander justement que cette histoire soit complète et non sujet au prisme national!

Certains diront le fameux « c'était pas pire que le Canada où on empechait les juifs de se baigner sur les plages publiques ». Cette excuse est non seulement maladroite mais aussi mesquine. Car, il est certain, sur la base du même principe, que le sort de la communauté juive à Montréal était supérieure à celle vécue par les habitants du ghetto de Varsovie!

Dans l'esprit National, remonter ces faits à la surface ne fait partie que du vaste complot fédéraliste contre les bons nationalistes ouverts et progressistes. Il est vrai que la Fondation Lionel-Groulx a reçu 138,000$ en 1990 de la part du ministre conservateur fédéral des communications, Marcel Masse. Il est vrai que le fascisme, le KKK et autres groupes néonazis ont existé, existent encore dans le reste du Canada comme dans le reste du monde. Mais, le niveau de la pénétration structurelle au Québec et l'amnésie sélective de nos historiens ne peut que nous inquiéter au plus haut point.

Nous disons simplement : n'empruntons plus la voie Camilien-Houde ou le boulevard Édouard-Montpetit. Arrêtons de défendre l'*Action nationale* et la Ligue du même nom, que la SSJB s'excuse publiquement et que le ménage se fasse si on est si ouvert et tolérant. Nous ne verrons certes plus Jean-Louis Roux du même oeil, mais nous devrons revoir aussi nos Gédéon et Séraphin ainsi que notre *Menaud, Maître-draveur.*

Nous espérons que lorsque Lucien Bouchard affirmait en octobre 1995 que s'il y avait un mouvement qui n'était pas raciste au Québec, c'était le mouvement souverainiste (Gazette, 17/11/95),il procédera au ménage des affaires nationalistes avec la même vigueur qu'il démontre dans le ménage des finances publiques. Et, nous espérons surtout ne plus entendre des propos comme ceux tenus par Françoise David dans l'Affaire Bouchard et de la race blanche, à savoir « l'erreur est humaine, elle a été réparée ».

DISQUES POLITIQUES HISTORIQUES RELIGIEUX

ADOLPHE HITLER
Discours d'un dictateur, album illustré avec la traduction française des discours. $14.95
LA KRIEGMARINE
Chansons de la marine allemande, 2 disques. ch. $14.95
CHANTS ET MARCHES DES WAFFENS S.S.
Choix de 3 disques qui peuvent être achetés séparément ..... ch. $11.95
CHARLES DE GAULLE
Discours de guerre 1940-45, dont les fameux appels de Londres. $10.95
MARCHES MILITAIRES AMERICAINES
Stars and Stripes for ever, American Salute etc... $10.95
LA MUSIQUE DE 1936
Un document musical sur la musique du Front Populaire. $11.95
LA GRAND-MESSE, LES VEPRES, LE SALUT
Offices en latin avec chorale, 1 album de 2 disques. $19.95
MESSE A ECONE
Messe traditionnelle chantée en grégorien par les séminaristes de Mgr. Lefèvre. $11.95
ORDINATIONS A ECONE LE 29 JUIN 1977 ..... $14.95
LES PROCESSIONS $11.95
CANTIQUES DE NAGUERE
Je suis Chretien, Il est né le Divin Enfant, Plus près de toi Mon Dieu, C'est le mois de Marie, J'irai la voir un jour, etc... ..... $11.95

Les importateurs de la Nouvelle France inc.
INFORMATIONS: tél.: (514) 467-2470
Je désire recevoir la commande cochée ci-dessus.
MONTANT .....
TAXE DE VENTE PROV. 8% .....
MONTANT TOTAL .....
NOM .....
ADRESSE .....
VILLE .....
CODE POSTAL .....

Ici Québec, revue respectable de 1978. Président : Jean-Marie Cossette, directeur général : Marcel Chaput, rédacteur en chef : Jean Côté. On est bien loin du Gens du pays, mais on laisse la liberté de cocher oui ou cocher non.

Le nouveau visage du corporatisme québécois : économie sociale ou contrôle social ?

Le 31 octobre 1995 marque le lancement d'une nouvelle campagne au Québec pour « le dernier droit vers la souveraineté ». Après avoir créé une coalition politique nationale pour le Oui, englouti près de 64 millions $ dans l'exercice, le mouvement nationaliste québécois avait raté son « rendez-vous historique » par quelques milliers de votes et pour le premier ministre Parizeau, « *par l'argent et quelques ethnies dans le fond* ». L'appui de Jean-Marie Le Pen du Front national à cette analyse et le tollé soulevé par les propos du chef du camp du Oui ouvrent la voie au vent de renouveau nationaliste. Ce ne sera plus « à la prochaine fois » de René Lévesque en 1980 mais à bientôt, en fait, à très bientôt !

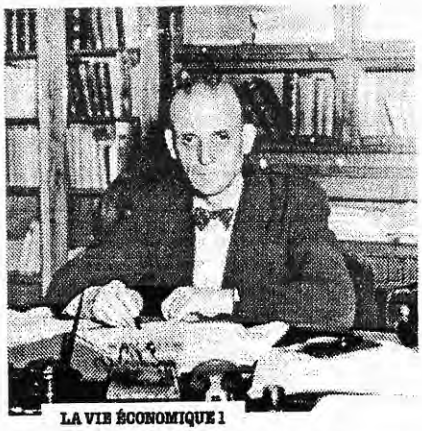
L'intégration des mouvements communautaires et syndicaux étant assurée, le navire-amiral de la souveraineté allait changer de capitaine, reformuler son nom et mettre le coeur à l'ouvrage. On nomme l'ancien ministre conservateur fédéral Lucien Bouchard à la tête de l'État québécois. On dénonce le « nationalisme ethnique » et on affirme parler de « nationalisme territorial » et ouvert. On se dit social-démocrate pour résister au vent de droite venant des États-Unis et du reste du Canada.

Pendant que l'on assiste à des coupures sociales sans précédent dans les domaines de la santé et de l'éducation, on lance une offensive tout azimut contre les assistés sociaux, les personnes âgées, les revendicateurs au statut de réfugié et même les itinérants. On assiste à des débats, non pas sur comment réagir face à ces attaques aux plus démunis de la société, mais sur l'affichage linguistique, le référendum, la dette de l'État et, enfin, l'économie sociale.

Au printemps 1996, on consomme le consensus syndicat–patronat–communautaire pour sauver l'État en signant le pacte du déficit zéro. Ce que le néo-libéralisme des Klein et Harris n'arrive pas à faire, entre *nous*, on le réalise en moins de deux ! Voilà maintenant les chantiers de l'automne pour le sommet des décisions et de l'emploi. Ce qui se pointe à l'horizon n'est pas nouveau. La démarche s'appuie sur le processus pré-référendaire de 1995 et s'inscrit parfaitement dans la mouvance nationaliste.

BÂTIR L'ESPRIT NATIONAL. « *Ce que je vous demande, c'est de relever le même défi que la société québécoise toute entière. Faire en sorte de devenir à la fois, dans un même mouvement, économiquement solide et socialement solidaire* ». (Lucien Bouchard, *La Presse*, 9-10-96, p. B3)

Les propos du premier ministre s'inscrivent parfaitement avec l'idéal proposé dans le document *Le Coeur à l'Ouvrage ou Bâtir une nouvelle société québécoise*. Il s'agit du document-synthèse de l'entente entre Jacques Parizeau, Mario Dumont de l'ADQ et Lucien Bouchard pour le référendum d'octobre 1995.



Esdras Minville, le maître à penser de François-Albert Angers et de ses disciples pour édifier la nouvelle économie. Minville, lui, admirait Salazar et Mussolini.

Ce document, trop souvent oublié, est le projet de société proposé à la population lors du référendum. Pour bien comprendre la mouvance actuelle, il importe de jeter un regard sur l'évolution du « projet de société nationaliste » au fil des ans. Nous verrons que, comme l'affirme le document de 1995, nous avons une grande capacité d'adaptation.

LES PRÉCURSEURS. En 1963, la revue *L'Action nationale* publiait un numéro spécial sous le titre, « 50 années de nationalisme positif ». Cette revue, fondée par Lionel Groulx selon le directeur de l'époque, François Albert-Angers, est toujours active et dirigée par Rosaire Morin. Tous les grands penseurs du nationalisme québécois y ont passé ou pour certains, y sont encore. L'article liminaire de la revue a été signé par Édouard Montpetit en janvier 1917. Angers affirme, dans sa présentation, « [ce texte] *est quasi actuel. Il n'affirme pas notre supériorité; il distille simplement une fierté de soi de bon aloi et il nous convie à la supériorité. Il formule déjà en toute lettres que* la question nationale est une question économique » (p. 690).

Édouard Montpetit écrit « *ne cherchons pas — de crainte de trop nous en convaincre — si nous appartenons à une race supérieure; prouvons-le* » *(p. 691). Plus loin, il affirme que « les nations, comme les individus, sont susceptibles de se perfectionner. Avant tout, elles doivent donner un but à leur efforts, nourrir leurs forces, les organiser, les décupler, et en diriger le faisceau vers les réalisations immédiates* ». (p. 695) On croirait entendre certains ténors nationalistes actuels, outre le début et la fin de l'article où Montpetit lance « préparons-nous dans le culte de la supériorité » (p. 696).

En mars 1933, *L'Action nationale* adhère officiellement au programme de Restauration sociale. Ce programme propose entre autres, « *la création d'un Conseil économique provincial composé d'un comité directeur et d'autant de sous-comités qu'il y a de branches importantes de la vie économique et sociale.* » (p. 900) On y propose également l'organisation corporative de la profession.

À la même époque, celui qui deviendra « l'ennemi-juré » des nationalistes pour sa position ouvertement hitlérienne, Adrien Arcand, propose « *l'État corporatif fasciste comme le Conseil industriel conjoint poussé à ses conclusions logiques. Les intérêts économiques de la nation sont groupés en trois grandes Confédérations; 1. Confédération des employeurs; 2. Confédération des employés; 3. Les travailleurs intellectuels (professionnels, artistes, etc.).* » (« Fascisme ou Socialisme », 1933, p. 56)

En avril 1936, *L'Action nationale* lance le mot d'ordre de l'Organisation corporative. La doctrine qui offrait « *entre les théories néfastes du libéralisme économique et du socialisme marxiste, une solution juste, pondérée, appropriée aux besoins actuels et s'adaptant aux institutions existantes.* » (*op. cit.*, p. 731).

En septembre 1936, Esdras Minville, fondateur de la Ligue d'action nationale et qui deviendra plus tard directeur de l'École des Hautes études commerciales (HEC) de Montréal publie *Comment établir l'organisation corporative au Canada*. On y présente le corporatisme comme la doctrine catholique alors que le libéralisme est un produit de l'esprit anglais. Le plan est d'« *organiser l'institution corporative sur le plan national canadien-français d'abord, et par le fait même, mettre la minorité étrangère dans le cas de l'accepter.* » (p. 9).

Le projet corporatif de Minville est lancé dans le cadre de consultations régionales et locales avec la Société St-Jean-Baptiste. Il insiste sur le besoin de la préoccupation nationale pour orienter la préoccupation sociale. Il exprime les défis qui attendent le Québec en disant que « *le libéralisme économique a fait faillite.* [... le régime économique] *qui s'instaure peut apporter le salut, à condition que nous en acceptions la discipline, les exigences et les sacrifices.* » *(p. 19)*

Il explique les moyens à mettre en oeuvre pour assurer une viabilité au corporatisme québécois. « *L'institution corporative ne doit pas être imposée d'autorité par un texte de loi ou autrement; elle doit jaillir de la 'réalité sociale' elle-même,* surgir de la masse populaire comme la réalisation d'un désir, *le fruit d'une conviction profonde et générale. Même en Italie, où la corporation est organe de l'État, Mussolini a laissé durant de longues années la population s'acclimater à l'idée avant de passer à l'action* » *(p. 11). Dans son texte, Minville, comme les nationalistes de l'époque, affirme dénoncer le communisme, le fascisme et le nazisme; ils sont plutôt corporatistes, disons.*

Minville précisera que « *les canadiens-français aiment être gouvernés, disposition d'esprit que les Anglo-Canadiens confondent parfois assez drôlement avec le fascisme et le nazisme, et qui en fait n'est qu'un conformisme traditionnel et mal raisonné* ». (Esdras Minville, *Oeuvres Complètes 1*, p. 409). La « précision » est importante car un lecteur non averti pourrait aisément sombrer dans un réflexe anglo-canadien et voir également une attitude méprisante de Minville envers « son » peuple.

L'APRÈS-GUERRE. En 1946, Minville jettera les bases de l'Action sociale publique pour définir le bien-être et la sécurité sociale du bon peuple canadien-français. Cela doit résulter (1) d'une saine organisation du travail car il ne peut y avoir sécurité sociale sans

efficacité économique préalable ; et (2) de la coordination des forces sociales. (*op cit.*, pp. 292-296). Il y identifie l'État en tant que « *gardien du Bien Commun* [...] *devant pratiquer une politique de large décentralisation* ».

L'État doit, en outre, développer sa politique pour, (a) s'ajuster aux deux classes de travailleurs dont se compose toute société : salariés, autonomes ; (b) se garder de l'égalitarisme ; et (c) écarter les gratuités, ou les distributions de richesses pour des considérations sociales. Il affirme que « *toute amélioration sociale impossible à obtenir directement d'une meilleure organisation économique doit être réalisée moyennant contribution des bénéficiaires éventuels. Donc, des assurances à coût minimum et adaptées, quant à leurs modalités concrètes aux deux grandes catégories de travailleurs* » (*op. cit.*, p. 295). Il est un peu ironique de constater comment on a adapté ces concepts dans le cadre des récentes compressions budgétaires au Québec.

Outre le corporatisme et l'organisation sociale qui en découle, les nationalistes prônent plus que jamais le concept de l'Achat chez nous. À l'époque, *L'Action nationale* publie une série de documents sur l'humanisme ouvrier et un texte de quatre jeunes universitaires est particulièrement intéressant. En février 1948, D'Iberville Fortier, Pierre Lefebvre, Jean-Marc Léger et Camille Laurin publient « L'ennemi dans nos murs ». Il résume bien l'esprit de l'achat chez nous, du social subordonné au national et du corporatisme national.

On présente la menace d'infiltration et d'assimilation par les groupes environnants comme « *un état de saine tension qui oblige la nation à un perpétuel garde-à-vous* » (p. 95). On y propose l'achat chez nous car « *l'énorme capital des entreprises étrangères alimente une publicité toujours plus habile et plus constante qui se traduisait par le détournement massif de la clientèle franco-canadienne vers le commerce américain, juif ou anglais.* » (p. 98). On propose alors trois solutions aux problèmes des ouvriers au Québec : (1) rétablir la communion entre les classes ; (2) une doctrine nationale et ; (3) une éducation populaire. Car, « *ne voyant plus d'opposition entre le domaine social et le domaine national, se rendant compte, au contraire, que le premier s'intègre naturellement dans le second où il trouve sa réponse et son complément, l'ouvrier sera libéré de la crise.* » (p. 112)

LES GERMES DE L'ÉCONOMIE SOCIALE. C'est à la même époque que celui dont Jacques Parizeau fut un temps l'assistant, François-Albert Angers, lance la question de l'économie sociale au Québec qui, pour d'autres, sera le nationalisme social. Dans les années 50, des groupes comme l'Alliance Laurentienne reprendront le corporatisme comme base fondamentale d'organisation sociale. On résume ainsi le plan, en rendant « *l'appartenance obligatoire de tous les sujets de la nation au syndicat de métiers; de tous les patrons aux corporations industrielles; des cultivateurs de la nation à l'union des cultivateurs ; la création de coopératives nécessaires à l'économie du pays, soit en un mot, voir à l'organisation corporatiste,organique, communautaire de l'économie* » (Laurentie, n° 102, novembre 1957, p. 149).

On évoquera même le corporatisme communautaire dans un texte signé par Raymond Barbeau pour le distinguer des corporatismes européens qui n'ont pas donné entièrement satisfaction selon lui. Il ne peut s'empêcher, toutefois, de relever les « bienfaits » du régime de Salazar au Portugal dans l'édification de l'économie nationale. L'approche corporative et sociale sera constamment reprise par les ténors du nationalisme et servira de base au défunt Parti républicain du Québec de Marcel Chaput, parti issu d'une scission au sein du RIN.

LA MOUVANCE ACTUELLE. Dès 1983, Jean Baillargeon publie un texte dans *L'Action nationale*, « Le Communautarisme, vous connaissez ? » alors que les jeunes éléments du Parti québécois se lancent dans des projets « novateurs » pour relancer la jeunesse. On parle de vision communautaire de la nation, de service civil pour les jeunes et de lancer les forces du bénévolat dans l'action. Un des ténors de ce mouvement sera le député péquiste Gilles Baril.

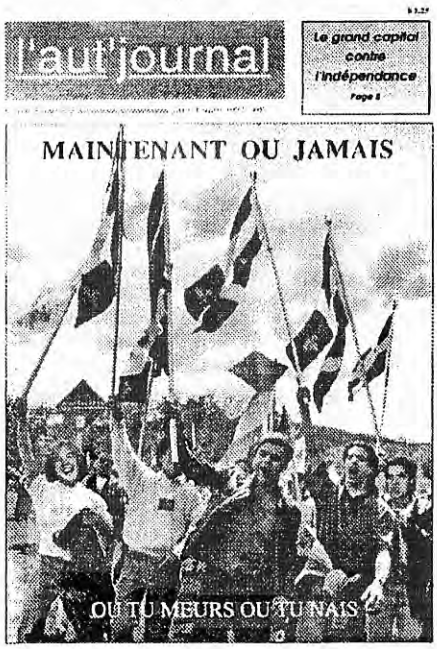
Les divers mouvements nationalistes continuent d'alimenter le débat sur la nécessité de bâtir une économie tricotée serrée. Pour Gilles Rhéaume, « *les indépendantistes représentent une imposante puissance économique. Si seulement toute cette énergie pouvait être canalisée et concertée, l'élan nécessaire à la victoire serait lancé.* » (*La Voix de l'indépendance*, hiver 1985, p. 1) Le même Rhéaume lance un appel à départisaner la question nationale au Québec.

À l'époque, on assiste à l'éclatement du Parti québecois, le Rassemblement démocratique pour l'indépendance (RDI), le Parti indépendantiste (PI) et plusieurs groupuscules forment la nouvelle réalité nationa-

liste. Le triumvirat dirigeant du PI, Gilles Rhéaume, Pierre de Bellefeuille et Denis Monière, attirant des candidats aussi prestigieux que Michel Larocque, leader du Ku Klux Klan, vont mener la lutte électorale au Parti québécois.

Les années 90 verront réapparaître le consensus nationaliste. Derrière le retour de Jacques Parizeau à la tête du Parti québécois, de *L'Action nationale* à *l'aut'journal*, le mouvement nationaliste est en effervescence. Les anciens du RIN, les anciens marxistes-léninistes nationalistes, les gens de l'Union populaire et autres reprennent le flambeau. Comme le titrait *l'aut'journal* en juillet 1992 « Maintenant ou jamais _ ou tu meurs ou tu nais ! ».

On reprend l'idée de Guy Bertrand de 1971 et on lance le Bloc québécois en alliant les députés conservateurs et des membres du Parti Québécois. L'ancien ambassadeur canadien à Paris, Lucien Bouchard quitte les Conservateurs et devient le leader du Bloc Québécois à Ottawa. Le rêve d'un Parti nationaliste au fédéral et de l'Union populaire des Marcel Léger, Henri Laberge, Marcel Chaput, Paul Biron et Reggie Chartrand en 1979 est réalisé au-delà des espérances.



Le consensus national du Oui ? On se présente comme le courant progressiste.

Les disciples du Québec deviennent les apôtres du libre-échange avec les États-Unis et le Mexique tout en développant le nécessaire « partenariat » au Québec. On discute de projet de société dans le mouvement communautaire et syndical. On se lance dans la campagne référendaire avec du Pain et des Roses. Cette marche revendicatrice qui devait coincider avec le référendum initialement prévu en juin 1995 sera largement utilisée pour démontrer la réalité social-démocrate du PQ. On oublie les querelles et voilà le front commun pour la souveraineté. On verra à décortiquer la question sociale après avoir sorti du carcan d'Ottawa qui *nous* étouffe.

Aux immigrants, on rappelle comme le faisait un membre du Comité pour le Oui populaire, une semaine avant le référendum, « *de ne pas s'inquiéter car on aura toujours besoin de cheap-labour même après l'indépendance* » ! On s'agite sur l'intégrité territoriale du Québec face aux demandes d'auto-détermination des nations autochtones du Québec. En fait, on y voit bien plus un complot du gouvernement fédéral pour lutter contre le droit légitime *celui-là* du peuple québécois à l'autodétermination.

ET LE COEUR À L'OUVRAGE. Le projet de société soumis à la population du Québec en octobre 1995 lors du référendum renferme les mêmes bases de concertation sociale. On y souligne comment les Québécois lorsqu'en chômage, prennent plus d'initiatives pour se trouver un emploi que les autres canadiens. On parle d'insertion de l'action communautaire dans la décentralisation du Québec de demain. On nous relance la concertation patrons, syndicats, coopératives, groupes communautaire et gouvernement pour faire baisser le taux de chômage mais... *le fédéralisme ne nous le permet pas.* (p. 22).

Le même document nous dit que « les peuples doivent réunir deux ingrédients pour être prospères dans la nouvelle économie mondiale, d'abord, une identité forte qui leur donne de la cohésion et de la flexibilité; ensuite, la capacité d'exporter leurs produits dans un grand marché. » (*op.cit.*, p. 27).

En 1995, le journal nationaliste « Fabriqué au Québec » et reçevant des revenus publicitaires des élus du Parti québécois et du Bloc québécois résume bien l'esprit de l'économie nationale. On parle du produit 100% pure laine comme le produit idéal pour la consommation mais que l'on peut se contenter d'une GM fabriquée à Boisbriand au lieu d'une Saab ou d'une Ford assemblées à l'étranger. On nous demande de vérifier la provenance de nos médicaments lors de nos achats. Claude Béland du Mouvement Desjardins accorde une entrevue où il dépeint le Québec idéal comme celui de la concertation des producteurs aux consommateurs et commençant par une solidarité locale, comme la solidarité par quartiers à Montréal (mai 1995, pp. 3-5).

En 1994 et 1995, la discussion sur l'économie sociale prend forme dans divers secteurs. On parle des modèles danois, des sociétés intermédiaires du RPR en France, de la reprise de l'échange social en France comme des sources de nouvelles solidarités impératives au Québec de demain. Un texte d'André Joyal dans le numéro de septembre 1994 de l'Action Nationale reprend le défi posé en citant le directeur du Secours Catholique en France. « Il est urgent de bâtir de vraies alternatives à l'emploi salarié actuel qui reste identifié à l'emploi en entreprises et à temps plein. Au sein d'une société où le marché est une donnée incontournable, il faut développer de l'emploi nouveau, qu'il soit d'utilité sociale, de réponse aux besoins et services non marchands, de maintien d'un environnement »(page 966).

C'est dans ce contexte qu'il faut situer les sommets économiques de l'année 1996 et les développements futurs du mouvement nationaliste au Québec. Il s'agit de bâtir l'esprit national où, comme le disait le camp du OUI au référendum, « une société qui sait compter, qui peut se serrer la ceinture au besoin, mais qui, toujours, a du coeur » (*op. cit.*, p. 10).

CONTRÔLE ET COORDINATION NATIONAL. « Les Québécoises et les Québécois sont les premiers responsables de l'appauvrissement collectif et des disparités économiques entre les régions. Trop de citoyennes et de citoyens ferment les yeux sur l'impact de leurs achats et de leurs épargnes ».-(Rosaire Morin, directeur de l'Action Nationale,Juin 1996,p.5)

Après le consensus du Déficit Zéro, les partenaires seront mis à contribution pour gérer la nouvelle économie dans le nouveau cadre national et le « bien commun ». En fait, la mouvance actuelle en est une où chacun des « partenaires » demande une meilleure place autour de la table pour éviter le chaos économique et social. Il ne faut pas trop taxer les riches et les entreprises car ils sont mobiles mais continuer les coupures, c'est risquer les débordements sociaux. Voilà le défi de l'Etat et de ses partenaires au Québec comme on le répète sans cesse.

En fait, il s'agit encore de subordonner le social au national et ainsi de prendre « le choix de la responsabilité, de la réforme et de la solidarité », comme le soulignait Lucien Bouchard dans son discours à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Laval. Les propositions ne manquent pas pour arriver au plan national.

A l'industrie, on parle d'éliminer 500,000 permis et autorisations d'ici deux ans, d'enlever les irritants au niveau de l'environnement et d'une réduction de la taxe sur la masse salariale (*La Presse*, 9-10-96, p. B3). Il faut noter qu'un sondage de l'Alliance des Manufacturiers et Exportateurs Québécois (AMEQ) montre que 4% d'entre eux croient qu'une telle réduction de taxe entrainera de la création d'emplois (*La Presse*, 11-10-96, p. C5). On demande, en contrepartie, un effort pour le partage du travail, les apprentis et les stagiaires en entreprises et une certaine formule d'équité salariale promise. En fait, dérèglementation et décentralisation sont les deux pôles proposés. L'ancien ministre conservateur, Lucien Bouchard a même parlé d'avoir un secrétariat à la dérèglementation directement rattaché au « bunker » selon sa propre expression.

Au niveau de la fiscalité, on promet une lutte contre le travail au noir, ou plutôt les travailleurs au noir, ainsi qu'une nouvelle taxe de la solidarité sociale visant à financer les programmes d'employabilité pour assistés sociaux. On envisage sérieusement le principe si cher à Esdras Minville, de l'usager-payeur pour les services. On parle d'imposer l'aide-sociale si le prestataire a eu la chance de se trouver un emploi dans l'année, un principe juste et équitable selon le ministre Landry.

Au niveau de la création d'emplois, on reprend les thèmes syndicaux du partage du travail, les stagiaires et les apprentis. Le 25 octobre 1996, la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre (SQDM), société tripartite qui devra gèrer le programme des apprentis, refuse de garantir le salaire minimum aux jeunes, disant qu'ils seraient payés 40% du taux normal d'un employé la première année, 60% la deuxième et 80% la troisième!..

Après avoir rejeté les propositions d'abandon des guichets automatiques bancaires et des stations d'essence libre-service, le groupe de travail sur l'emploi propose une vieille idée des néo-fascistes de Lyndon Larouche au Canada, vendre notre eau aux Arabes! En fait, le principal projet demeure la collecte sélective des déchets domestiques en terme de création d'emplois. Selon les diverses versions, la création d'emploi serait de 40,000, 73,000 ou 35,000!!! Face à la difficulté de chiffrer les annonces, un conseiller du premier-ministre a fait cette boutade à un journaliste; « Rien ne vous empêche de les

annoncer quinze fois». (*La Presse*, 2-11-96, p. B4).

Le 26 octobre, Lucien Bouchard nous annonce que « les projets de l'économie sociale ne seront pas proposés, *ils seront annoncés* au sommet parce que les fils ont été attachés. » (*Journal de Montréal*, p. 8). Il s'agit du seul « chantier » sur lequel il n'existe pas de discussion mais bien une annonce du Conseil des Ministres de projets adoptés. On y propose le développement d'aide à domicile, de foyers pour personnes âgées gérés et construits par des coopératives ou des groupes communautaires, de services de garde. Il est important de constater que le nombre d'emplois promis dans ces projets équivaut à près de 75% du nombre de postes qui seront abolis dans les mêmes secteurs dans les compressions prévues par l'État.

Il faut se souvenir que dans une directive du 23 janvier 1996, le Conseil du Trésor acceptait de prendre 2 millions $ dans les programmes d'employabilité pour assistés-sociaux pour les affecter aux programmes issus de la Marche des femmes!!! Un autre projet de nature réellement social a été accepté et il s'agit de l'extension des coopératives funéraires pour leur permettre d'étendre leur part de marché. Les fils semblent attachés pour longtemps dans ce plan novateur.

On nous promet aussi une réforme de l'aide-sociale et une nouvelle politique familiale. Au niveau de la famille, on reprend un thème cher aux Bérets Blancs de Gilberte Côté-Mercier, soit le 100 $ par semaine à la mère au foyer pour la naissance d'un troisième enfant et ce pour six mois maximum. En fait, les catholiques d'extrême droite réclament un salaire pour la mère au foyer, cela viendra surement. Dans l'éducation, l'épouse du directeur général du Fonds de solidarité de la FTQ nous promet des coupures de l'ordre de 700 millions $ pour la prochaine année tout en procédant à une réforme majeure et en refusant de geler les frais de scolarité.

LES FORCES VIVES DE LA FAMILLE. Le Québec est déjà une société tricotée serrée. En fait, les membres de la famille de base, les syndicats, le mouvement Desjardins et la Caisse de Dépôt et de Placement du Québec ont ajouté le communautaire pour mieux contrôler les débordements et assurer une coexistence pacifique aux industries. Il est à noter que Claude Béland du Mouvement Desjardins est l'architecte des diverses commissions du Sommet. Le mouvement Desjardins ayant été le fer de lance de Qualité-Québec et de l'Achat Chez Nous, il est même présenté comme l'ancêtre de l'économie sociale au Québec.

Pourtant, M. Béland déclarait que le « *domaine bancaire est un monde qui n'est plus créateur d'emplois au moment* » et il admet que Desjardins s'apprête à abolir 2 000 postes d'ici 3 ans. (*La Presse*, 18-10-96, p. C2). Mais, il est solidaire! Le journal La Presse du 19 octobre 1996 nous apprenait que « *si Desjardins était une banque, il paierait 100 millions $ de plus en taxe* ». Le président de la Banque Laurentienne, autre ténor du sommet, est à préparer l'abolition d'ici 5 ans de 50% des 900 postes de caissiers dans son réseau bancaire (*Journal de Montréal*, 5-11-96, p. 8). Il est à noter que lui aussi est solidaire!

Pendant ce temps, les leaders syndicaux ont le double rôle de syndicats et d'investisseurs/entrepreneurs dans notre société. L'époux de la ministre de l'Éducation et directeur général du Fonds de solidarité de la FTQ nous trace le portrait de son fonds après 13 ans d'existence; un actif de 1,7 milliard de dollars, 1er au Canada pour le capital de risque, la formation économique de nos membres et un climat positif de relations de travail. Selon une comptabilité ingénieuse et propre au Fonds de solidarité, il aurait maintenu ou créer 43 000 emplois en 13 ans, soit environ 3300 par année. En fait, dès qu'on investit, on comptabilise les emplois existants comme sauvegardés ou créés!

Comme le souligne Clément Godbout de la FTQ et Président du Fonds, « *la morosité, nous, on ne la sent pas du tout* ». (*La Presse*, 26-10-96, p. F3). La FTQ et CSN ont des fonds qui bénéficient d'avantages fiscaux forts intéressants. *La Presse* nous apprend aussi que le Fonds de solidarité envisage de participer comme partenaire dans les compagnies se préparant à gérer les services publics qui seront privatisés. Mais, les syndiqués de ces services, qui eux sentent la morosité, semblent démontrer moins de « flexibilité et d'adaptation » face à ces projets que les dirigeants du syndicat/fonds FTQ.

Mais, on courtise également l'entreprise privée pour la gagner au principe de la nouvelle économie sociale. Mme Nancy Neamtan, responsable de ce dossier, affirme que « si elles veulent évoluer dans une société équilibrée où il règne *une certaine paix sociale* et une certaine qualité de vie, les entreprises auront besoin sur toutes les forces vives qui peuvent aider à créer de l'emploi et à répon-

dre aux besoins sociaux.» (Québec-Entreprise, septembre 1996, p. 20).

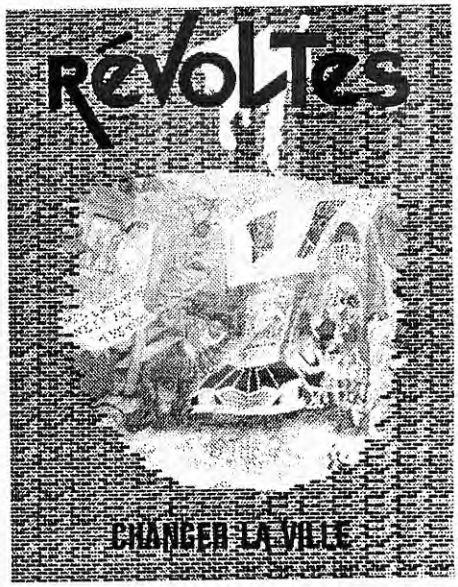
Mme Neamtan a dû prendre congé de son travail au Regroupement pour la relance économique du Sud-Ouest de Montréal (RESO), première Corporation de développement économique communautaire (CDEC) au Québec, pour mettre ses efforts dans ce dossier. Elle a reçu des honoraires de 46,500$ pour les six mois de travail pour compenser ses pertes (*La Presse*, 28-06-96, p. B7). Elle a accompagné M. Bouchard, Clément Godbout de la FTQ/Fonds de solidarité, des gens d'Abitibi-Price, de l'Association des manufacturiers et de la Banque nationale lors d'un voyage de sensibilisation des investisseurs à New-York en juin dernier. À cette occasion, monsieur Bouchard avait lancé «*les prix sont bas à Montréal par les temps qui courent*» (*Journal de Montréal*, 4-06-96).

Un autre membre de la famille, Rosaire Morin, a publié un document sur les fonds mutuels de placement, étude ayant reçu une subvention de 10 000 $ du gouvernement et publié dans les pages de la revue l'*Action nationale*. Avec d'autres membres de la famille, il a fondé l'Association de Protection des Epargnants et Investisseurs du Québec (APEIQ). Morin suggère un vieux de ses rêves et un rêve cher à plusieurs penseurs économiques du corporatisme québécois; «*Il faut une stratégie québécoise de développement qui devra faire en sorte que l'épargne d'ici serve d'abord à créer des emplois ici. Cette stratégie pourrait être sous la responsabilité d'un* Conseil économique québécois *qui répondrait devant l'Assemblée nationale*» (*Journal de Montréal*, 22-10-96, p. 25).

Pendant ce temps, les forces se préparent à l'économie sociale et on revoit le statut juridique des organismes sans but lucratif pour en faire de possibles entreprises communautaires à capitalisation. Reprenant pour l'essentiel les orientations mises de l'avant en 1986 dans le domaine communautaire, les propositions actuelles font honneur à la nouvelle sémantique du contrôle social et de l'exclusion où l'on ne coupe plus, on vire et où on attaque les droits sociaux en parlant de solidarité. En fait, «il faut faire cohabiter au Québec deux économies; celle de la compétition et des entrepreneurs qui crée la richesse collective, et celle de l'entraide sociale et communautaire.» (*Le Coeur à l'ouvrage*, page 62).

L'ENFER EST PAVÉ DE BONNES INTENTIONS. À l'heure où le président du Conseil du Trésor nous avertit que la réforme de l'aide-sociale devra se faire à coût neutre ou générer des économies et que l'année 1997-1998 sera plus difficile; par la suite, les dépenses seront gelées plutôt que réduites (*La Presse*, 23-10-96, p. B5), le cadre des sommets prend son sens. Il s'agit de prendre en main la Nation, en assurer sa cohésion sociale et développer les devoirs de tous pour la Patrie dans un nouveau corporatisme permettant de bien répondre aux besoins de l'économie mondiale. Le ministre des Relations Internationales va même jusqu'à proposer, après un OUI au prochain référendum, que dans le cadre de la négociation des termes du partenariat avec le reste du Canada, «d'associer des décideurs non-gouvernementaux sur le modèle du Sommet de l'emploi qui vient de se terminer» (*Journal de Montréal*, 216, p.16).

Il ne faut pas s'étonner que les groupes qui ont quitté le sommet en rejetant la proposition d'appauvrissement zéro diluée proposée par le président de la Banque Nationale et Nancy Neamtan aient néanmoins réitérer leur désir de participer au suivi. Selon *La Presse*, «François Saillant a souligné «l'appui énorme» à la lutte contre la pauvreté manifesté par l'ensemble des participants au Sommet» (2-11-96, p. B5). Comme le note si justement le chroniqueur Michel C. Auger, le retrait de ces groupes en rappelant leur participation au suivi démontre qu'«on ne peut pas claquer une porte tournante». (*Journal de Montréal*, 2-11-96, p.6).



Autres temps, autres moeurs pour certains. De demi-victoires en demi-victoires, on érige l'exclusion en nouvelle solidarité.

Le défi du nationalisme québécois est de garder cette cohésion pour aller chercher les 50 000 votes supplémentaires dans le référendum sur la souveraineté qui viendra d'un second mandat du Parti québécois. C'est ainsi que les groupes formant la coalition des Partenaires pour la Souveraineté

expriment, à mots couverts, les dangers sur la voie du nationalisme véritable. Alors que les groupes extrémistes comme le Mouvement de Libération Nationale du Québec (MLNQ) s'agitent dans les rues et sur l'affichage, cela permet au courant principal de se démarquer et de se légitimer. Les campagnes des partitionnistes et de Galganov font également l'affaire des nationalistes car elles cimentent l'esprit national. Même des pseudo-anti-fascistes en font une question principale dans leur analyse des forces de la droite au Québec.

Alors que le MLNQ menace indirectement la communauté juive de représailles, on dénonce le nationalisme ethnique jugé passéiste et d'exclusion. Pendant ce temps, au Parti Québécois, on se prépare au congrès national de novembre en proposant diverses mesures visant à « assurer le passage de l'option au référendum ». A Québec, le 15 septembre dernier, le Congrès Régional de la Capitale adopte une résolution permettant le vote à 16 ans, limitant le vote hors-Québec et retirant le droit de vote aux nouveaux citoyens qui n'ont pas 18 mois de citoyenneté à la date du prochain référendum. On a beau dénoncer les propos de Jacques Parizeau sur les ethnies et l'argent, on semble se préparer sur la base de la même conclusion. On appelle cela la phobie du 50,000 votes nécessaires.

La phobie du 50 000. Cette « phobie » rend plusieurs aveugles quant à l'avenir. On voit la réalité sous le spectre du complot extérieur contre la Nation et on ne doit pas gaffer si près du but. Cet état de « saine tension qui amène le garde-à-vous » dont parle Camille Laurin en 1948 est, en fait, loin d'être sain pour ceux qui ne sont pas dans le NOUS, les autres, les exclus. Alors que l'on fermait des hôpitaux, les centrales syndicales libéraient leurs permanents pour travailler à temps plein pour le OUI au référendum. Pendant ce temps, les groupes communautaires organisaient la campagne du OUI et débattaient de projet de société.

Aujourd'hui encore, la presse nationaliste radicale est accessible dans les locaux de centrales syndicales alors que ceux qui distribuent des invitations à manifester contre les coupures sociales sont expulsés. Les tenants de la « gauche nationaliste » pensent encore que les conditions seront idéales pour amorcer un virage social dans un Québec indépendant. On assiste à l'union nationale à la base lorsque les sociaux-démocrates, les conservateurs et les vieux routiers du nationalisme cohabitent dans diverses institutions comme c'est le cas à l'Action nationale par exemple. On veut éviter l'erreur des suites du premier référendum où le Parti Québécois a éclaté sous la pression interne et externe et le Parti Libéral a repris le pouvoir.

Certains ont réclamé « l'appauvrissement zéro » sinon ils quitteraient le sommet. En fait, comme on l'a vu, c'était partir pour mieux revenir. Le problème actuel, c'est qu'il reste fort peu à appauvrir des suites des « virages » et des « économies », car ici on ne parle pas d'exclusion ou de coupures, effectués depuis 1 an. Les jeunes sont garantis d'avoir des programmes où les apprentis le seront pendant au moins trois ans, les assistés-sociaux auront une nouvelle réforme à coût neutre, les personnes âgées devront avaler leur pilule et assumer des hausses scandaleuses de leurs coûts d'hébergement.

On parle de jeter un regard empreint de solidarité sociale sur les conventions collectives du secteur public et on est à revoir la notion même des actes médicaux dans les hôpitaux pour « réaménager et augmenter la qualité des soins ». On a même vu récemment l'annonce de coupures de 50% dans les places pour les centres en toxicomanie et alcoolisme aux itinérants sous prétexte de les « remettre dans leur milieu naturel »!

Alors que le gouvernement s'apprête à transférer les assistés-sociaux jugés inaptes au travai sous la coupole de la Régie des Rentes du Québec, on met de l'avant une nouvelle taxe destinée à créer un fonds-ghetto pour les assistés-sociaux. Cette mesure risque d'accroître l'exclusion ainsi que la hargne de la classe moyenne obligée de payer une taxe pour faire travailler les gens démunis de la société!

Tout comme dans l'Alberta de Ralph Klein, Gilles Rhéaume du MSQ parle de l'invasion de « jeunes ontariens assistés-sociaux qui viennent tâter le laxisme du système québécois à cause des coupures de Harris ». Certains sont à créer des associations de protection du Français dans le village gai et Gilles Rhéaume va les appuyer » (RG, nov. 96, p. 18).

Avec nous ou contre nous. Le problème fondamental actuel est que, contrairement à ses prétentions, le mouvement nationaliste est à tricoter un NOUS plus serré que jamais pour en arriver à l'avènement du Québec souverain. On alimente les vives tensions en utilisant les prétextes offerts par le Fédéral ou

les partitionnistes pour mieux bâtir le réflexe national. Ici, ce ne sera pas le Workfare mais l'économie sociale. Ici, on ne coupe pas, on réaffecte ou maximise les ressources. Pour ce faire, on restructure en terme de décentralisation régionale et locale pour asseoir la composante corporatiste de la société.

Les exclus, ils sont quasi responsables de leurs situations car ILS ne veulent pas se joindre à NOUS dans l'édification du Québec de demain. Même lorsqu'une filiale du Mouvement Desjardins déplace des gestionnaires financiers vers Toronto, on parle de trahison nationale, de comptes à rendre. Depuis des années au Québec, le concept de multiculturalisme est dénoncé pour faire place à la politique de l'«interculturalisme». Ici, comme on l'a vu lors du lancement de la semaine interculturelle nationale, les immigrants doivent demander «à s'intégrer». Du même coup, ils doivent faire la preuve de leur allégeance à la Nation et qu'ils ne sont pas des agents de l'assimilation anglo-saxonne. On réclame plus de pouvoirs dans la sélection de «nos immigrants».

Et, si au grand malheur on ose dénoncer le nationalisme, nous sommes des membres de la cinquième colonne du fédéral. Le «Ou tu meurs ou tu Nais» de l'Aut'journal de juillet 1992 représente bien le climat dans lequel le nationalisme s'étend aujourd'hui au Québec. Gilles Rhéaume nous avertit en 1985, «être contre l'indépendance nationale d'un peuple est synonyme de mépris, voire de racisme».

LES «NOUVEAUX» DOCTRINAIRES. Pour nous aider à comprendre la «rénovation actuelle», il nous est apparu important de situer certains des acteurs et actrices du projet nationaliste actuel. Loin de tracer un portrait d'ensemble de l'oeuvre de ces personnes ou institutions, la connaissance de certains parcours peut éclairer ou encore en surprendre certains.

NANCY NEAMTAN. Madame Neamtan est fondatrice du Regroupement pour la Relance économique et sociale du Sud-Ouest de Montréal (RESO) depuis 1989. Le RESO est une Corporation de développement économique communautaire (CDEC). Selon un article paru dans *Vie Ouvrière* de juillet 1996, elle milite au Parti communiste ouvrier (ml) de 1975 à 1982, jusqu'à sa dissolution. Elle travaille ensuite au YMCA de Pointe St-Charles comme organisatrice communautaire. Son travail communautaire, elle le voit «comme une approche moins dogmatique. Je reste convaincue qu'on est dans un système qui n'a pas de bon sens. Pour elle, le développement économique, c'est l'occasion d'être pour après avoir été longtemps contre» (p. 17).

En 1986, lors d'un Colloque sur le développement communautaire réunissant 400 personnes à Victoriaville et travaillant au PEP de Pointe St-Charles, son projet est dénoncé. Dans un texte de la revue *Révoltes*, nº 8, hiver 88, p.11, monsieur Robert Pilon du FRAPRU et Jean-Pierre Wilsey, actuel représentant de Solidarité-Populaire Québec au Sommet, écrivent que «c'est en pleine offensive du PQ contre les assistés-sociaux pour les forcer à accepter n'importe quel emploi, que la ministre de la Main-d'Oeuvre et de la sécurité du revenu, Pauline Marois, a été séduite par le développement économique communautaire. C'est au moment où elle cherchait à imposer ses opérations «Déclic» et autres programmes de «cheap labour» aux jeunes du RAJ qui étaient dans la rue, que la ministre a décidé de verser des subventions de $ 300,000 aux CDEC,elles bien tranquilles(...)».

Depuis 1989, le RESO, la CDEC de Pointe St-Charles, demeure le point de travail de madame Neamtan. Largement subventionné par les divers palliers de gouvernement, le RESO emploie aujourd'hui 40 personnes. Les articles sur le RESO ne donnent toutefois aucun chiffre quant à la création d'emplois générés dans le secteur, un secteur fortement touché par le chômage chronique. Responsable de la commission sur l'économie sociale, madame Neamtan est aussi de la Coalition des Organismes Communautaires pour le Développement de la Main-d'Oeuvre, groupe formé pour appuyer le transfert des mesures d'employabilité des assistés-sociaux du Ministère au fameux guichet unique de la Société Québécoise de Développement de la Main-d'oeuvre. Selon les rapports de presse, avec le président de la Banque Nationale, elle aurait été l'auteure de la proposition de taxe spéciale pour les programmes d'employabilité lors du dernier sommet.

L'ACTION NATIONALE ET LA LIGUE D'ACTION NATIONALE. Rosaire Morin est le directeur de la revue. La revue compte sur Denis Monière, Andrée Ferretti, Jean-Pierre Dupuis, Paul-Émile Roy au sein de ses comités de rédaction et de lecture. Le Comité éditorial compte entre autres Claudette Carbonneau de la CSN, Fernand Daoust du Fonds de

Solidarité, Marie-Josée Gagnon de la FTQ, Pierre Paquette de la CSN, Jean-Claude Tardif et Nicole de Sève de la CEQ, Claude Lafleur de l'UPA ainsi que Daniel Turp du Bloc Québécois, Léo-Paul Lauzon de l'UQAM et l'Aut'Journal, Jean-Marc Léger directeur de la Fondation Lionel-Groulx, Monique Vézina, ex-députée conservateur et présidente du Mouvement national des Québécois ainsi que Rodrigue Tremblay. (Juin 1996). La revue attribue 3 prix annuellement, le Prix Richard Arès, F. Albert Angers et André Laurendeau et travaille avec la Fondation Esdras-Minville et la Fondation Gaston-Beaudry.

Le 19 octobre, la revue tient une conférence pré-sommet sous la présidence de Gerald Larose, Président de la CSN et élu Patriote de l'année par la Société St-Jean-Baptiste. Les conférenciers incluent Pierre Paquette et Claudette Carbonneau de la CSN ainsi que François Aquin, Henri Brun et Jean-Jacques Chagnon ainsi que Rosaire Morin. Voici comment la CSN présente ce pré-sommet avec les nationalistes radicaux de l'Action Nationale. « Pour donner un meilleur rapport de forces aux représentants des groupes syndicaux et populaires qui participeront au Sommet [...] » (*Nouvelles CSN*, 25-10-96,p.14).

La Ligue d'Action Nationale a François-Albert Angers comme président honoraire. Le président est Robert Laplante, sociologue à la Ville de Montréal. Les conseillers sont Gilles Rhéaume, Paul-Emile Roy et Rosaire Morin. Parmi les membres ont peu noté Nicole Boudreau, Guy Bouthillier, Jean-Pierre Dupuis, Jean-Marc Léger, Denis Monière, Gilbert Paquette et Pierre Trépanier. Monsieur Trépanier demeure au sein de la ligue malgré le scandale passé de son association avec le Cercle Jeune Nation.(Juin 1996)

Il faut noter qu'Esdras Minville fût le premier directeur de la revue en 1933 en assumant la présidence de la Ligue de 1933-1941. Rosaire Morin quant à lui, tout comme Fernand Daoust d'ailleurs, fut un membre des Jeunesses Laurentiennes (Le Monde Ouvrier,juin 1991, p.7). Mais, l'histoire de la revue et de la Ligue reste à faire car le sujet est trop vaste pour l'étendu de ce texte.

LES CONSEILLERS SPECIAUX. Plusieurs étudiants ont milité au Parti québécois à la fin des années 60. À l'Union générale des Etudiants du Québec (UGEQ), Claude Charron, Gilles Duceppe et Louise Harel meneront des négociations ardues avec le conseiller spécial du ministre de l'éducation de l'Union Nationale, Bernard Landry. Monsieur Charron joindra le Parti Québecois alors que Gilles Duceppe et Louise Harel formeront un groupe qui

Pierre-Paul Roy : du bloc pour le PQ, au bloc contre le PQ, au Bloc pour enfin se retrouver au bunker de Bouchard.

LE 5 JUIN 1981 • Vol. 6, no 22 • LA FORGE 7

MANIF DU 5 JUIN

L'opposition aux coupures du PQ grandit

[illegible] Paul Roy, membre du PCO, est président [illegible] syndical des employés du Centre [illegible] (CSN) et responsable à [illegible] de la Fédération des Affaires [illegible] la région de Montréal.

[illegible] **En moins de quelques semaines le gouvernement s'en est pris au [illegible] dans le secteur public, a [illegible] plus qu'aucun autre [illegible] auparavant dans les services [illegible] parle de la possibilité de [illegible] Pourquoi toutes**

[illegible] **[illegible]**, le PQ vient de [illegible] dans ses mesures [illegible] depuis le [illegible] orchestre une [illegible] dans les syndicats [illegible] que le vérificateur [illegible] était de [illegible] d'attaquer les [illegible] Aujourd'hui,

gratuité des services sociaux, un des grands acquis de la révolution tranquille. Jamais on aurait pensé que son hypocrisie aurait été aussi loin. Et pourtant, la réalité est là.

Pourquoi, en plus de couper $200 millions dans les affaires sociales et $180 millions dans l'éducation, le gouvernement actuel s'engage-t-il à ne pas remplacer les 10,000 départs à chaque année dans la fonction publique et parle-t-il d'un "ticket modérateur"? Les raisons n'ont pas changé depuis sa venue au pouvoir: drainer les fonds du Trésor public dédiés à la population pour financer le développement de la bourgeosie québécoise.

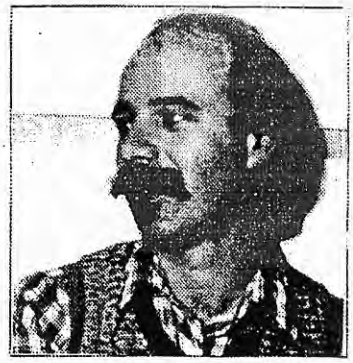
Le PQ caresse maintenant des projets d'investissements colossaux, notamment dans l'Hydro-Québec, où il prévoit des déboursés de $55 **milliards** sur dix ans pour pouvoir exporter l'électricité en masse aux Etats-Unis. Lors de son dernier mandat, il a plus que doublé les

plus dans le budget de l'Etat.

D'autre part, si le PQ nous traite avec autant d'arrogance — quelques semaines à peine après les chants de sirène électoraux — c'est parce qu'avec ses 80 députés, il se sent assez fort pour passer des mesures non populaires, quitte à les faire oublier avant la fin de son mandat. Cela prouve que le PCO avait mille fois raisons de mettre les travailleurs en garde contre ce parti, qui n'a rien de moins pire que les autres partis bourgeois.

La Forge: La commission parlementaire sur le droit de grève est une fois de plus reportée. Est-ce dire que le PQ a abondonné l'idée de s'y attaquer?

P.-P. R: Loin de là; l'interdiction du droit de grève demeure un de ses moyens pour empêcher toute riposte aux coupures de budget. Toutefois, le gouvernement préfère peut-être attendre un moment plus propice, à la veille des négociations, par exemple, quand la question va être plus chaude, plus émotive, qu'en



PIERRE-PAUL ROY
"La volonté de lutte est très forte contre les coupures de budget et pour le maintien du droit de grève" (Photo La Forge)

quittera le Parti en 1970 compte-tenu que le « parti ne répond pas aux principales aspirations des étudiants radicaux » (*Quartier latin*, 25 février 1970, p.4). Madame Harel continuera son travail au sein du mouvement nationaliste. M. Duceppe rejoindra le Parti communiste ouvrier (PCO-ml) et la CSN pour enfin se retrouver au sein du Bloc québécois.

M. Pierre-Paul Roy, conseiller spécial du premier ministre Lucien Bouchard, après avoir milité au sein de l'Association des étudiants du Collège de Maisonneuve et à l'UGEQ devient le coordonnateur de l'opération « Ça Urge » pour le Parti québécois à l'élection de 1970. Travaillant au consensus, M. Roy dira que « dans l'opération « ça urge » nous retrouvons différents groupes : des membres du PQ, des non-membres et des étudiants. Tout ce beau monde croit plus ou moins au changement proposé par le programme du PQ. Mais nous nous situons tous dans le mouvement en faveur de l'indépendance [...] » (*Quartier Latin*, 16-04-70, p. 15).

Il est élu président du syndicat du Centre Berthelet (aujourd'hui Cité de la Prairie) de la CSN en 1977. En juin 1981, alors responsable à l'action politique de la FAS-CSN pour Montréal, il écrit, en tant que membre du Parti communiste ouvrier (ml) :

« le PQ vient de franchir un pas de plus dans ses mesures de crise. Depuis longtemps, il orchestre une campagne antisyndicale. Dans les syndicats, nous avons toujours dit que le véritable but de cette campagne était de couper les budgets de façon draconienne dans les services sociaux et d'attaquer les droits de la population. Aujourd'hui, c'est clair. Le PQ, qui s'est fait élire en 1976 avec une étiquette social-démocrate, est aujourd'hui le parti qui remet en question la gratuité des services sociaux, un des grands acquis de la révolution tranquille. [...] *D'autre part, si le PQ nous traite avec autant d'arrogance — quelques semaines à peine après les chants de sirène électorale — c'est parce qu'avec ses 80 députés, il se sent assez fort pour passer des mesures moins populaires, quitte à les faire oublier avant la fin de son mandat. Cela prouve que le PCO avait mille fois raisons de mettre les travailleurs en garde contre ce parti qui n'a rien de moins pire que les autres partis bourgeois.* » (*La Forge*, 5 juin 1981, p.7).

M. Roy a travaillé avec acharnement sur le dossier du sommet au bureau du premier ministre.

À l'époque M. Roy allait cotoyer un autre conseiller spécial actuel du premier-ministre, M. Jean-François Lisée. Selon Jacques Beaudoin, journaliste de *Socialisme Maintenant*, M. Lisée était son secrétaire de cellule au cégep Maisonneuve au sein de Ligue communiste (ml) du Canada, ancêtre du PCO (ml). M. Lisée démissionnera de ce groupe en mars 1979 n'approuvant pas le virage à droite effectué en Chine.

Il connaîtra une carrière d'auteur à succès et après avoir servi le bureau de Jacques Parizeau, est l'un des rares conseillers spéciaux à continuer dans l'équipe Bouchard actuellement.

En fait, comme un observateur de la scène politique nous le confiait récemment, après *La Patente*, société secrète des années 20 à 1965 connue sous le nom de l'Ordre de Jacques-Cartier, on peut se demander si on n'a pas affaire à l'émergence des Khmers Bleus. Il s'agit d'une boutade bien entendue mais qui rappelle le soutien accordé au PCO (ml) au travail « *de la direction juste et clairvoyante du PC du Kampuchéa et de son secrétaire Pol Pot, ils poursuivent résolument leur combat et levant bien haut le drapeau de l'indépendance nationale* » (*Éditions Drapeau Rouge*, 1er trimestre 1979, p. 76).

Pour d'autres, on parle de la « nouvelle équipe du tonnerre » des années 90 en faisant référence à la présence d'anciens-camarades dans les secteurs de la politique, des affaires et des syndicats.

Ce qui est essentiel demeure avant tout l'unité qui s'opère entre les frères ennemis d'hier dans l'effort national. Le nationalisme actuel s'abreuve dans la fontaine du corporatisme des années 30 dans le but de faire une Nation forte pour mieux se positionner sur les marchés internationaux. On cultive l'esprit national pour assurer le passage du Oui au prochain référendum.

Certains groupes nationalistes extrémistes ne peuvent plus attendre et décident de passer à l'action. C'est dans ce contexte que nous voyons le développement des groupuscules comme le MLNQ et autres du même acabit à Montréal comme dans diverses régions de la province. Dans ce contexte, la lutte contre l'exclusion ne peut avancer que dans la démystification du nationalisme. Il ne s'agit pas d'une lutte anti-coloniale comme le prétendent certains ténors actuels ou d'une lutte similaire à celle du peuple irlandais contre l'occupation britannique comme le soutiennent certains nationalistes de gauche au Québec.

Nous reproduisons le texte d'une déclaration publique condamnant les attaques aux droits démocratiques découlant des événements du 24 juin dernier à Québec. Nous reproduisons également une lettre d'appui reçue de REFLEXes en France sur les événements en question et la Ligue antifasciste mondiale.

Après les émeutes de Québec, défendons le droit d'expression

Depuis les événements de la nuit de la Saint-Jean-Baptiste à Québec, de jeunes anarchistes associé-e-s au collectif *Démanarchie* sont l'objet d'une véritable chasse aux sorcières. Cette répression politique s'est engagée suite aux propos tenus par monsieur Alain Dufour et d'autres membres de la *Ligue antifascisle mondiale* (LAM).

Malgré le fait que le chef de la Sûreté municipale de Québec ait écarté qu'ils soient à l'origine de l'émeute (*La Presse*, 26-06-96), la LAM criait aux loups et frappait à la porte de tous les médias : « [l'émeute de Québec est] *un geste délibéré de jeunes anarchistes qui rejettent l'autorité. Ils savaient très bien ce qu'ils faisaient* » (*La Presse*, 25-06-96) ou encore que « *le saccage de Québec a été organisé par un collectif d'anarchistes, appelé* Démanarchie » (*Le Soleil*, 26-06-96).

Les invectives de la LAM ont pavé la voie à la répression. Dès le lendemain, la police de Québec perquisitionnait trois militants du collectif *De la bouffe pas des bombes*, qui distribue gratuitement de la nourriture végétarienne . La police y a trouvé quelques plants de marijuana et des copies du journal *Démanarchie*. Les trois militants ont été accusés de possession de stupéfiants. Après s'être vu refusé leur remise en liberté, ils ont dû attendre dix jours en prison. Le 3 juillet, deux étaient condamnés à un mois de prison supplémentaire et un troisième à trois mois parce qu'il avait de petits antécédents judiciaires. Ils devront aussi respecter une probation de deux ans et éviter pour une année entière le quadrilatère du Vieux-Québec et de la Colline parlementaire.

Pourtant, la preuve a été faite que ces trois personnes étaient à Magog le soir des événements. Malgré qu'ils n'ont pas été accusés de quoi que ce soit en lien avec les émeutes ou avec le journal *Démanarchie*, c'est à véritable procès politique auquel on a assisté. On a trouvé des coupables pour justifier ce qui s'était passé tout en évitant bien de poser les bonnes questions. De jeunes marginaux sans emploi sont une cible facile. Dans son réquisitoire, le procureur de la couronne affirmait « *qu'ils diffusent une littérature qui incite à commettre des actes criminels... ça n'a rien avoir avec la liberté d'opinion. Je réclame de la détention en raison de leur mode de vie...* » (*Le Soleil*, 06-07-96). Lors de l'enquête pour la mise en liberté provisoire, le juge Lanctôt mentionnait au sujet de la culture de marijuana qu'« *on prépare la population à s'endormir pour mieux la contrôler par la suite.* » (*Le Soleil*, 28-06-96). Puis au procès, le juge Lahaye ajoutait « *je m'en voudrais de remettre en liberté des philosophes de l'anarchie* » (*Réseau de l'information*, 09-07-96). Pourtant la simple accusation d'une petite quantité de marijuana conduit généralement à une faible amende...

De plus, un militant de *Démanarchie* a été emprisonné 24 heures pour avoir diffusé son journal et deux autres perquisitions ont eu lieu à Québec et à Montréal, chez des membres du même collectif où de la documentation, des effets personnels et des ordinateurs ont été saisis. Aucune accusation n'a encore été portée contre eux.

Cette chasse aux sorcières nous inquiète au plus haut point. Les événements qui se sont déroulés lors de la Saint-JeanBaptiste, mais aussi plus tôt ce printemps à Québec et à Montréal prennent racine de plusieurs sources. Il est trop facile de cibler des coupables et de se laver les mains des véritables problèmes sociaux et économiques. Ce contexte difficile ouvre-t-il la voie à la répression policière des militantes et des militants qui critiquent un peu trop ? Assistons-nous à une nouvelle ère où des déclarations publiques alarmistes comme celle de la LAM légitiment la criminalisation de la différence ? Assisterons-nous à une augmentation de la répression et à des procès pour délit d'opinion contre l'État ?

En soutenant le droit de ces personnes à leurs opinions politiques, c'est aussi le droit

à la nôtre et à la vôtre que nous défendons. Nous ne pouvons assister sans réagir à une telle attaque aux droits d'association et d'expression. Face à l'exclusion et à la pauvreté, la défense des droits démocratiques est une responsabilité de toutes et tous.

— Montréal, le 30 juillet 1996

Archambault, Sylvain — Artuso, Antonio, Groupe communiste ouvrier — Aubry, Lyne STT Hôpital Notre-Dame — Benoit, Charles — Beemans, Marie, assistance aux personnes incarcérées — Bibeau, Pierre — Boucher, Carole — Boudreau, Philippe, enseignant — Briones, Roberto, Comité ouvrier de Côtes-des-neiges — Burghardt, Tom, Anti-Fascist Info Bulletin _ San Francisco USA — Businski, Luie — Cabana, Jean-Pierre, avocat — Calugay, Joey, président, Coalition des étudiants philippins de Montréal — Calugay, Joselito, Coalition des étudiants philippins de Montréal — Calugay, Josef, Coalition des étudiants philippins de Montréal — Caplan, Michael, Food Not Bombs _ Montreal — Charest, René, coordonnateur, RAPSIM — Chiasson, Lucien, Collectif de lutte de classe — Chiu, May, avocate — Chouinard, Dominique, enseignante — Corriveau, Stéphane — Côté, Josette, avocate — De Jesus, Tony, Centre d'appui aux Philippines — De la Calzada, Jasmin, Coalition des étudiants philippins de Montréal — Desbiens, Mario, STT Hôpital Notre-Dame — Doucet, François, Groupe communiste ouvrier — Dubois, Louise, avocate — Fontaine, Pierre, STT Hôpital Notre-Dame — Gagnon, Charles — Gaumont, Donald — Giguère, François, organisateur communautaire — Gingras, Claude, ACEF-Laval — Guillemette, Michel, secrétaire, STT Hôpital Notre-Dame — Kavanaght, David — Kradock, collectif Démanarchie — Leblanc, Julie, Comité des sans-emploi Montréal-centre — Le Clerc, Roger — Lescarbeau, Pascal, avocat — Lévesque, Sophie, Comité chômage de l'est — Loiselle, Bertrand, avocat — Luciano, Marco, Coalition des étudiants philippins de Montréal — Manseau, Yves, coordonnateur, Office des droits des détenu-e-s — Milot, Michel, enseignant — Moreau, Nathalie, présidente ADDS-MM — Nawrocki, Norman, Rhythm Activism — Nicholls, William, journaliste — Normandin, Richard, étudiant — Novick, Michael, éditeur du *Turning the Tide* _ Los Angeles — Palmaria, Cynthia, secrétaire, Coalition des étudiants philippins de Montréal — Parizeau, André — Plouffe-Granger, Sylvie, STT Hôpital Notre-Dame — Popovick, Alexandre — Proulx, Emmanuelle, Comité des sans-emploi Montréal-centre — Querry, André — Rainville, Charles, collectif Démanarchie — Robidoux, Christiane, STT Hôpital Notre-Dame — Rocheleau, Monique, ADDS-MM — Roslin, Alex — Rouiller, Sylvain, STT Hôpital Notre-Dame — Saillant, François, coordonnateur, FRAPRU — Shea, Diane, Altematives — St-Louis, Robert, avocat — Supple, Richard, vice-président STT Hôpital Notre-Dame — Tardif, Gilles — Thériault, Martin — Tétrault, Lyne, agent de griefs STT Hôpital Notre-Dame ❖ Anti Racist Action (ARA) - Edmonton — Anti Racist Action (ARA) - Toronto — Anti-Colonial Action Alliance, Peterborough — Antifa Forum - Toronto — Arm the Spirit - Toronto — Bloc internationaliste anti-impérialiste — International socialists — Le Collectif de la Librairie Alternative Bookshop — Les Bons à rien, groupe de musique punk de Montréal — Ontario Coalition Against Poverty — Prison News Service - Toronto — Prison Support Network - Peterborough — RÉFLEXes (groupe de travail contre l'extrême droite et la xénophobie de Paris) — Salmon Arm Coalition Against Racism, C.-B.

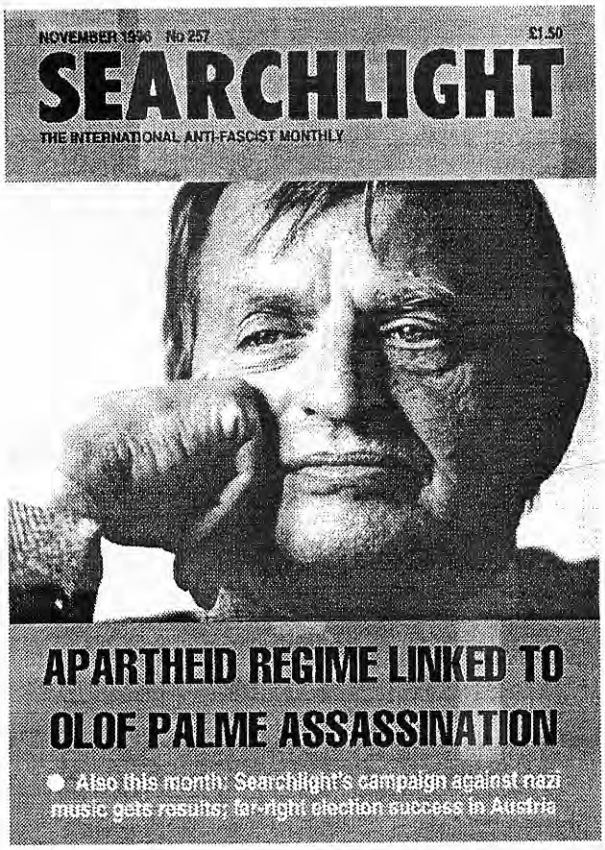
Message de Réflexes (France)

Paris, le 18 juillet 1996 — J'ai bien reçu les éléments sur l'affaire de la Saint-Jean-Baptiste à Québec. Je tiens par la présente à donner notre accord pour la signature de Réflexes, réseau antifasciste radical français, à la lettre ouverte suite aux émeutes de la Saint-Jean-Baptiste à Québec. Par ailleurs, nous assurons de notre soutien et notre solidarité nos camarades de Démanarchie, soumis à la répression de l'appareil d'État et à une campagne de désinformation et de manipulation de la soi-disant Ligue antifasciste mondiale. Avec laquelle nous n'entretenons aucune relation et depuis de nombreuses années.

Avec nos amitiés antifascistes,

Commission internationale de Réflex
21 ter, rue Voltaire,
75011 Paris
France

■ **LA REVUE MENSUELLE** antifasciste britannique *Searchlight* a produit un dossier exceptionnel de douze pages sur le réseau international rock néo-nazi dans sa livraison d'octobre 1996. Il démontre le rôle joué par les néo-nazis canadiens au sein de cette industrie de la haine et en expose les principaux acteurs et réseaux de distribution. Nous reviendrons bientôt sur cette question au Canada et au Québec. Son numéro de novembre contient un dossier de fond sur le meurtre d'Olof Palme et le rôle joué par l'extrême droite et les service secrets de l'Afrique du Sud dans ce dossier. Un article sur la face cachée du nationalisme québécois est également digne de mention. Searchlight Magazine Ltd, 37b New Cavendish Street, LONDON, England, W1M 8JR.



■ **LA REVUE *ON THE RIGHT TRACK***, publiée par le WestCoast Coalition for Human Dignity (WCHD), contient dans sa livraison d'automne 96 un rapport important sur le développement du réseau de l'extrême droite chrétienne au Canada. Plusieurs éléments sur la lutte contre les néo-nazis à Vancouver et le débat au sein du mouvement antifasciste sur la côte Ouest font partie de ce numéro de cette nouvelle publication. WCHD, Research Department, 103, 101-1001 W. Broadway, Vancouver, BC, V6H 4E4.

■ **LE GROUPE SOS RACISME** est en eaux troubles. Selon un article du *Journal de Montréal* du 23 octobre dernier, la Commission des normes du travail a entamé deux poursuites contre l'organisme et ses dirigeants. Ainsi, quatre ex-employés réclament 5 654 $ en salaire non payés alors que le groupe aurait même « oublié » de verser des salaires après avoir reçu une subvention dans le cadre du programme PAIE, toujours selon l'article. Rappelons que ce programme n'assure que le salaire minimum à des prestataires de l'aide sociale. Au moment d'aller sous presse, nous n'avons aucun autre détail ou sources pour confirmer les dires du journal de Montréal. Mais, nous savons que les poursuites sont bien déposées et nous allons suivre le dossier pour voir si cet organisme a bien commis de tels actes odieux ou pas. À suivre.

■ **Me BERTRAND LOISELLE** et M. Martin Thériault ont fait parvenir une mise en demeure aux dirigeants de la *Ligue antifasciste mondiale* pour les propos jugés erronés et diffamatoires tenus par le dirigeant de ce groupe, Alain Dufour. Au moment d'aller sous presse, nous n'avons aucune nouvelle de ce groupe ou de M. Dufour mais les plaignants nous ont confirmé leur volonté d'aller de l'avant dans ce dossier. Une histoire à suivre.

■ **LE 15 OCTOBRE DERNIER**, le vice-président du Front national, Dominique Chaboche, et son organisateur outre-mer, Jacques Dore, ont vainement tenté de tenir une conférence de presse à Montréal. De jeunes antifascistes ont saboté l'événement hautement publicisé par la LAM qui, comme c'est son habitude, a rapidement dénoncé cet acte antifasciste. Le FN est reparti sans avoir réussi son coup médiatique alors que la LAM a encore une fois montré ses vraies couleurs.

L'économie sociale n'est pas nouvelle

— Claude Béland, mai 1996

C'est vrai !

« Le Parti National Social Chrétien exige la réforme radicale du système d'imposition, d'après les principes de l'*économie sociale*, en supprimant les contributions qui écrasent le consommateur, et certains impôts trop lourds qui gênent le producteur; en imposant de lourdes taxes aux trop grandes corporations industrielles et commerciales dont les activités pourraient être exercées avec avantage par des individus(telles les chaînes d'épiceries, de laiterie, de boulangeries, ateliers de confection, etc.), afin de favoriser le plus possible l'initiative des individus. » — Adrien Arcand, 22 février 1934

À propos de l'ogre de Lanoraie

C'est ainsi que Nathalie Petrowski titre sa chronique du 8 novembre dans le journal *La Presse* en parlant du fasciste Adrien Arcand et de son biographe, Jean Côté. Certains éléments manquent à ce texte.

M. Côté est un nationaliste de la première heure et un auteur de plusieurs monographies aux titres les plus divers. De *150 conseils pour bien bronzer*; *5 à Sexe rue St-Denis*; *Séduire ou comment trouver un homme et le garder* et *Tout savoir sur le sexe*, M. Côté s'est trouvé une âme de biographe des grands personnages. Ses oeuvres comptent *Marcel Chaput : Pionnier de l'indépendance; Jean-Marc Brunet : La Force et la Santé; Patrick Normand : Quand on est en amour; Adrien Arcand : Une grande figure de notre temps* et *Pierre Péladeau : Biographie.*

En 1979, au moment de sa participation à la revue *Ici Québec*, il écrira, dans sa biographie de Marcel Chaput, en parlant des fédéralistes : « Au Québec, les **collaborateurs** sont des démocrates; ailleurs, dans les pays où l'on ne joue pas avec les mots, un collaborateur est celui qui pactise avec l'ennemi. Avec le recul du temps, on découvre aussi que de nombreux pontifes d'hier sont aujourd'hui pensionnés à vie... pour services rendus. » (p. 67).

Il est intéressant de noter son appréciation du mouvement nationaliste des 40 dernières années en signalant le rôle critique joué par les « grands du mouvement ». Il nomme André d'Allemagne du RIN, Raoul Roy, Marcel Chaput, Pierre Bourgault, René Jutras, René Lévesque et celui qui a trouvé le nom au Parti québécois, l'ex-créditiste et leader du Ralliement national, Gilles Grégoire.

Pour Jean Côté, « *Avec 1957 (fondation de l'Alliance Laurentienne de Raymond Barbeau), c'est l'histoire récente de vingt ans de lutte indépendantiste ininterrompue qui commence et qui culminera dans la victoire péquiste du 15 novembre 1976.* » (p. 160).

RENOMMONS LA STATION LIONEL-GROULX, STATION NORMAN-BETHUNE

À l'heure où un recherchiste de la Fondation Lionel-Groulx réagit au possible changement de nom de cette station de métro en disant en page A3 de *The Gazette* du 8 novembre que « *les communautés anglophones et juives ne réalisent pas qu'une telle demande risque d'avoir un effet de réaction brutale* [...] *je prévois une réaction en chaine* », *osons réagir.* On nous dit que s'attaquer au passé brunâtre des penseurs du nationalisme, c'est culpabiliser tout un peuple mais on n'hésite pas à stigmatiser l'Autre en disant les anglais, les juifs, etc. Nous ne disons pas que le Québec a été ou est fasciste, nous disons : arrêtons de vouloir qualifier l'inqualifiable. Ce n'est pas le Québec qui voue un culte à Groulx, ce sont les nationalistes, toutes tendances confondues.

Norman Bethune est un Montréalais qui s'est joint aux brigades internationales pour combattre le fascisme de Franco. 40 000 volontaires sont venus de partout pour combattre les forces du fascisme en Espagne de 1936 à 1939. Le 7 novembre, l'État espagnol a octroyé la citoyenneté à 400 survivants de ces brigades dont 13 canadiens. Alors que Groulx et ses émules ont forcé les jeunes à prier pour la victoire des fascistes de Franco, d'autres se sont battus pour la liberté. Un de ceux-là fut Norman Bethune.

APPEL AU SOUTIEN ET COLLABORATIONS

Le GREDA entend continuer sa politique d'indépendance en comptant sur le soutien et la collaboration des lecteurs et lectrices. Nous expérons autofinancer les publications et recherches dans cet esprit. Nous sommes également ouverts à vos commentaires, suggestions et collaborations. Dans les prochains numéros, nous allons revenir sur l'antifascisme, la nature de la droite et de l'extrême droite. Un document sur la *« Ligue » « antifasciste » « mondiale »* sera également disponible sous peu pour compléter l'enquête amorcée au cours de l'été dernier.

Nous sommes également ouverts à participer à des rencontres de discussion ou de débats sur les questions touchées par nos documents ou sur la nature de la droite et de l'extrême droite.

DANS NOTRE PROCHAINE PARUTION :
LES VRAIS COULEURS DU NATIONALISME TERRITORIAL
VILLENEUVE ET LE MLNQ : UNE TEMPÊTE DANS UN VERRE D'EAU ?
L'ANTIFASCISME : UNE NECESSITE, PAS UNE ENTREPRISE
UNE ARMEE OÙ ON CONFOND CROIX GAMMÉES ET CASQUES BLEUS